

La voix de l'opposition de gauche

Le 26 février 2019

CAUSERIE ET INFOS

• [Au format pdf \(pages\)](#)

L'internationalisation du totalitarisme.

En octobre 2017, la justice française condamnait Theodoro Obiang Jr, fils et vice-président de son père de la Guinée-Equatoriale, l'accusant d'avoir un "*train de vie hallucinant*" (Ce qui n'est évidemment pas le cas des oligarques du CAC40, de la Citi, de Wall Street, etc. - LVOG), dans le cadre de la loi "*dite des «biens mal acquis», visant des dictateurs africains recyclant sans vergogne sur le sol français leurs détournements de fonds publics*", permettant à "*la justice française, au nom du principe de «compétence universelle» (de statuer) en matière de malgouvernance internationale*". (Source : Libération 25 février 2019)

Au droit d'ingérence humanitaire, de bombarder et envahir un pays, déposer et assassiner ses dirigeants, vient s'ajouter celui tout aussi exorbitant de "*malgouvernance internationale*" que les Américains avaient déjà adopté pour sanctionner les Etats ou les entreprises qui avaient effectué des transactions financières ou commerciales (en dollar) avec des Etats figurant sur leur liste des pays décrétés "*voyous*" ou "*ennemis*".

Nos ennemis ont de quoi se réjouir et pavoiser. Bravo, c'est bien joué !

- Dividendes : record au niveau mondial à 1.370 milliards de dollars - latribune.fr 18/02/2019

Les dividendes versés aux actionnaires dans le monde ont atteint un record en 2018 à 1.211 milliards d'euros, selon l'étude annuelle de la société de gestion américano-britannique Janus Henderson. La hausse devrait être moins forte cette année et atteindre 3,3% à 1.414 milliards de dollars, dans un contexte de ralentissement économique mondial.

Si les marchés d'actions ont connu la pire année depuis 10 ans l'an dernier en termes de performance, le cru a été exceptionnel sur le plan des dividendes. Selon l'étude annuelle de la société de gestion américano-britannique Janus Henderson publiée ce lundi 18 février, les dividendes versés aux actionnaires dans le monde ont atteint un nouveau record en 2018 et atteint 1.370 milliards de dollars (1.211 milliards d'euros) en hausse de 9,3% et de 8,5% hors distribution exceptionnelle, « la meilleure performance depuis 2015 » souligne Janus Henderson, et un niveau supérieur à la tendance à long terme de 5-7%. Près de neuf sociétés sur dix ont augmenté ou maintenu leurs dividendes à l'échelle internationale. Seule une entreprise américaine sur 25 a réduit son dividende. Certains pays ont enregistré des records historiques comme les États-Unis, l'Allemagne, le Japon, le Canada et la Russie.

La hausse devrait être moins forte cette année et s'élever 3,3% pour atteindre un montant total de dividendes au niveau mondial de 1.414 milliards de dollars (+5,1% hors exceptionnels), dans un contexte de ralentissement économique mondial. latribune.fr 18/02/2019

LVOG - Si, si, il faut les féliciter, ils le méritent, à défaut de pouvoir féliciter nos dirigeants, hélas !

Enfin, on s'adapte, on s'accommode, on se fait une raison et votre condition empirera inexorablement...

- 33h pour être soigné à l'hôpital - sputniknews.com 22.02.2019

Avec une blessure ouverte faite par une tronçonneuse, un habitant de la région de Brest a dû passer 33 heures à attendre avant de se faire opérer. Dans son courrier, dont des extraits ont été rendus publics par Ouest-France, il a fait part de son expérience au CHU de Brest.

Après être arrivé aux urgences vers 13h avec une blessure de sept cm de long et trois de profondeur, l'homme en est sorti que sept heures plus tard, mais toujours sans avoir été opéré. Sa plaie a été nettoyée trois fois, puisque l'infirmier qui s'occupait de lui est sorti plusieurs fois et a été obligé de redésinfecter la blessure. Le patient a tenu à souligner qu'il était resté à jeun toute la journée.

Lorsqu'il est revenu au CHU le lendemain matin, toujours avec la blessure ouverte, il a appris qu'il ne serait opéré que dans l'après-midi. L'opération s'est enfin déroulée dans la nuit et n'a duré que 14 minutes, insiste le patient:

«Je quitte l'hôpital vers une heure du matin. Bilan: 33 heures d'attente entre l'inscription aux urgences et la prise en charge, et ce avec une blessure ouverte.»

Tout en remerciant le professionnalisme des personnels soignants de l'hôpital, il a mis en relief la dégradation du système et la gestion technocratique du CHU «dramatique».

«Une fois admis, le patient est prisonnier du système. Il doit subir une organisation déficiente qui donne peu de place à l'humain au nom d'une pseudo-rentabilité. [...] Plutôt que de donner au CHU une belle vitrine, des blocs opératoires supplémentaires ouverts auraient pu faire l'objet d'une expérimentation», a-t-il conclu. sputniknews.com 22.02.2019

Il existe encore des militants pour défendre le socialisme.

Un de mes commentaires, qui portait sur la nature sociale des classes (et du régime) et leurs idéologies, a été plébiscité sur le blog Les Crises.fr, il a notamment donné lieu au commentaire suivant (extrait) :

- *"La théorie de la valeur est essentielle. A noter d'ailleurs que Smith et Ricardo avaient également compris l'adéquation entre le travail humain et la plus value, même si Marx est allé encore plus loin en démontrant que la source de cette plus-value résidait dans la valeur d'usage de la force de travail qui a la faculté de produire une valeur supplémentaire à sa valeur d'échange. Et la valeur d'échange de la force de travail correspond toujours à un temps de travail moyen socialement nécessaire."*

LVOG - Comme quoi mon intervention se situait bien sur notre terrain de classe. Vous voilà rassurez, non ? Non, je n'y peux rien !

Il y en a qui préfèrent participer aux machinations du pouvoir ou à la propagande officielle destinée à combattre les droits des travailleurs, et il y en a qui préfèrent diffuser les idées du socialisme. Partant de là, effectivement on n'a pas grand chose à voir ensemble ou à se dire...

Un "bide" n'est pas forcément sans conséquences. Lesquels ? A suivre !

- Le grand débat est un "bide total", selon Mélenchon - AFP 25 février 2019

"En réalité, 175.000 personnes différentes ont réellement participé. Et 53.000 n'ont répondu qu'à des questionnaires rapides. Si on ne compte que les personnes qui ont fait une contribution "détaillée", c'est 122.000", a-t-il ajouté, soit "1,4% du nombre d'électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle" et quatre fois moins, selon lui, que les "411.000 adhérents" de LREM.

Pour Jean-Luc Mélenchon, "c'est un bide total" parce que "les questionnaires proposés par le gouvernement sur le site internet sont caricaturalement orientés", et que "le libéralisme est la seule option envisagée" à cause de "questions très fermées rédigées par l'Élysée, (qui) ne laissent aucune place aux revendications portées par les "gilets jaunes"." AFP 25 février 2019

Aveu. L'extrême centre et l'extrême droite sont des alliés.

- A trois mois des européennes 2019, le moment "gilets jaunes" est passé - Le HuffPost 26 février 2019

Les macronistes reviennent de loin, les amis de Marine Le Pen aussi. Trois mois après le début de la fronde des gilets jaunes et trois mois avant les élections européennes, la liste de La République En marche et celle du Rassemblement national ont retrouvé leur première place en tête des intentions de vote pour le scrutin du 26 mai prochain, devançant très largement leurs poursuivants au point de résumer la bataille électorale à venir à un duel entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron.

Depuis, comme le montre notre courbe des sondages réalisés entre cette période et le week-end du 23-24 février, tout est (presque) rentré dans l'ordre. Depuis la fin 2018, les quelque 10 milliards d'euros de concessions aux travailleurs payés aux alentours du Smic, suivis du grand débat annoncé en fin d'année dernière, ont offert une très large fenêtre d'exposition médiatique au président de la République pour asphyxier le climat de contestation politique. Le HuffPost 26 février 2019

LVOG - Là ils se réjouissent un peu tôt...

Quand la parodie de démocratie tourne au grand guignol.

- Y a-t-il eu un million de contributions au grand débat, comme vanté par le gouvernement ? - lemonde.fr 21 février 2019

175 000 y ont réellement contribué.

Contacté par Le Monde, le collège des garants – un collectif d'experts censés « garantir l'indépendance du grand débat » – assure que 243 000 personnes s'étaient inscrites sur le site du grand débat. Parmi elles, 175 000 y ont réellement contribué ; 68 000 personnes se sont inscrites sans avoir, pour l'heure, apporté de contribution.

Au moment de ce pointage (le 17 février - ndlr), la plate-forme avait enregistré 122 309 contributeurs différents. Chacun d'entre eux correspond à un compte unique créé sur le site granddebat.fr. Cela représente l'équivalent de 0,2 % de la population française et de 0,3 % des inscrits sur les listes électorales (47,4 millions en 2017).

Comment le gouvernement parvient-il à comptabiliser un million de contributions ?

Sur la base des données rendues publiques sur data.gouv.fr, nous avons recensé quelque 250 000 contributions, c'est-à-dire des formulaires qui ont donné lieu à des réponses écrites. Pour parvenir au chiffre d'un million de contributions, il faut ajouter les 780 000 réponses aux questions rapides, selon les chiffres affichés sur le site du grand débat. Concrètement, le « million » de contributions mis en avant par le collège des garants du grand débat et le gouvernement correspond donc bien à une réalité.

Cependant, le fait que plus de trois contributions sur quatre soient des réponses aux « questions rapides » relativise l'ampleur du succès dont se vante le gouvernement, ces formulaires demandant assez peu d'implication.

L'examen des 243 000 contributions qui permettent des réponses plus détaillées laisse par ailleurs entrevoir des copies au niveau très variable. Selon nos relevés, plus d'un répondant sur deux (57,6 %) n'a rempli le formulaire correspondant qu'à une seule thématique, sur les quatre proposées. Seuls 12,8 % ont répondu aux quatre.

Par ailleurs, rien n'empêche une même personne de répondre plusieurs fois aux questionnaires détaillés – ce n'est cependant pas le cas pour les questions rapides. Selon notre décompte, on compte autour de 50 000 contributeurs uniques sur chacun des quatre grands thèmes du débat, soit autour de trois à quatre fois moins que pour les questions rapides sur les mêmes thèmes.

En résumé, on peut tout à fait dire qu'il y a eu plus d'un million de contributions au grand débat, mais il faut cependant noter que la plupart d'entre elles restent très succinctes. Sur les quelque 4 millions de réponses aux 72 questions « ouvertes » des différents questionnaires, 1,8 million sont totalement vides et 800 000

comportent moins de 10 mots. 15 % des contributeurs ont écrit moins de cent mots dans la totalité de leurs contributions. lemonde.fr 21 février 2019

LVOG - 12%, 15%, bref l'électorat de Macron. 0,2 % de la population française et de 0,3 % des inscrits sur les listes électorales, l'équivalent de l'oligarchie.

Si vous le dites.

- Ingrid Levavasseur : chez les Gilets jaunes, «les figures médiatiques sont illégitimes» - Le Parisien 22.02

LVOG - Alors fermez-là ! Ils ne sont pas "illégitimes", ils n'ont pas de légitimité, ce qui n'est pas tout à fait pareil, car ils ont la légitimité de parler en leur nom comme tout un chacun, mais pas en notre nom.

Le concept des "égalités sociétales" est le point d'achèvement du réformisme : antisocial et plus encore antisocialiste.

Un internaute - *"En effet, c'est ainsi que le combat des inégalités sociales a été remplacé par celui des égalités sociétales en prétextant que ce serait un enjeu de la démocratie alors que c'est un des piliers du néo-libéralisme qui s'exprime: mettre en compétition les peuples et ses diversités pour créer des lignes de fractures sociales (les fameuses minorités) qui devaient provoquer l'implosion au sein des groupes constitués comme un rempart à la violence ultra-libérale comme le socialisme (et non la gauche) ou le syndicalisme. Le tout au motif de "progressisme".*

Nous avons le choix, voir même le devoir, de ne pas nous adapter aux injonctions néo-libérales en refusant d'obéir aux ordres contre notre nature."

LVOG - En fait, vous nous dites que la gauche était compatible avec le néo-libéralisme, l'ultime version idéologique du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant, d'extrême droite. On parle bien de la même gauche immonde qui fut encensée par l'extrême gauche pendant plus 70 ans, n'est-ce pas ? Et après il y en a encore parmi ceux qui se situent à l'extrême gauche qui s'étonnent qu'on en soit arrivé à la situation inextricable actuelle.

Elle est inextricable pour ceux qui refusent de la regarder en face, donc de faire l'inventaire de la lutte de classe des 70 dernières années ou du XXe siècle à nos jours. Elle est inextricable quand on reproduit indéfiniment les mêmes erreurs.

La gauche ne peut que vous donner envie de vomir.

- L'ex-patron de la CGT Thierry Lepaon récompensé par Macron : mediapart.fr 20.02 Mediapart révèle que l'ex-secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon est pressenti pour être coopté à l'Inspection générale de la jeunesse et des sports. Mediapart précise qu'il n'a aucune des qualités pour occuper un tel poste. C'est donc clairement une faveur accordée à un "partenaire" qui a oeuvré à empêcher toute lutte d'ensemble qui menace le pouvoir. mediapart.fr 20.02

- Brexit: le Labour soutient un nouveau référendum - Le HuffPost 26 février 2019

LVOG - L'oligarchie se déchire sur cette question, donc son pendant, la gauche aussi. C'est elle qui est à l'initiative du Brexit, c'est marrant tous gens qui se sont empressés de l'oublier...

Parole d'internaute.

- *"...beaucoup des grands théoriciens du courant néo-libéral (Hayek en particulier) sont issus d'une société qui a aussi vu grandir des gens comme Hitler ou Eichmann. Ce n'est pas qu'un pur hasard. Je suis pour ma part convaincue qu'il y a une profonde affinité conceptuelle entre ces deux courants qui en apparence ce sont construits l'un contre l'autre.*

Cela est en partie lié au contexte culturel et intellectuel de cette société à ce moment-là. Ce serait trop long à détailler dans un commentaire mais beaucoup de recherches ont été publiées qui éclairent ce qui paraît à priori comme un paradoxe puisque les néo-libéraux, comme Hayek notamment, prétendaient lutter contre le totalitarisme qu'ils assimilaient au socialisme. (cf: « la route de la servitude »)"

LVOG - En quoi y aurait-il un paradoxe dans le fait que le néolibéralisme et le fascisme soient compatibles ? N'y aurait-il pas une étonnante similitude entre le projet d'Hitler et celui des sionistes ? Y aurait-il un lien entre le nazisme et le néolibéralisme ou le néoconservatisme ? C'est ce que nous allons vérifier maintenant.

Qui a dit ?

- « *Un État construit sur le principe de la pureté de la nation et de la race peut être honoré et respecté par un juif qui affirme son appartenance à ses semblables.* »

Réponse : Le rabbin Joachim Prinz, qui célébrait à Berlin en 1934 les lois raciales allemandes dans son livre Nous, les juifs, et deviendra président de l'American Jewish Congress de 1958 à 1966. (Wir Juden, par Joachim Prinz (1934).)

Quelques données pour comprendre.

- Le néoconservatisme, qui est généralement perçu comme une droite républicaine extrême, est en réalité un mouvement intellectuel né à la fin des années 1960 au sein de la rédaction de la revue mensuelle Commentary, l'organe de presse de l'American Jewish Committee qui a remplacé le Contemporary Jewish Record en 1945. The Forward, le plus ancien quotidien juif américain, écrit dans un article de 2006 : « *S'il y a un mouvement intellectuel en Amérique dont les juifs peuvent revendiquer l'invention, c'est bien le néoconservatisme. Cette pensée horrifiera sans doute la plupart des juifs américains, majoritairement libéraux. Et pourtant c'est un fait qu'en tant que philosophie politique, le néoconservatisme est né parmi les enfants des immigrants juifs et qu'il est actuellement le domaine particulier des petits-enfants de ces immigrants* » [1]. L'apologiste du néoconservatisme Murray Friedman explique cela par la bienveillance inhérente au judaïsme, « *l'idée que les juifs ont été placés sur terre pour un faire un monde meilleur, peut-être même plus sacré* » [2].

[1] « *If there is an intellectual movement in America to whose invention Jews can lay sole claim, neoconservatism is it. It's a thought one imagines most American Jews, overwhelmingly liberal, will find horrifying. And yet it is a fact that as a political philosophy, neoconservatism was born among the children of Jewish immigrants and is now largely the intellectual domain of those immigrants' grandchildren.* » in « *The Neoconservatism Persuasion* », par Gal Beckerman, The Forward, 6 janvier 2006.

[2] « *The idea that Jews have been put on earth to make it a better, perhaps even a holy, place* » in The Neoconservative Revolution : Jewish Intellectuals and the Shaping of Public Policy, par Murray Friedman, Cambridge University Press (2005).

(Source : « Le triple jeu des néoconservateurs », par Laurent Guyénot, Réseau Voltaire, 1er mars 2013, www.voltairenet.org/article177373.html ou

• [Le triple jeu des néoconservateurs.](#)

Un extrait de cet article vaut vraiment la peine pour situer précisément le sionisme.

- En 1947-48, le racisme sioniste s'abatta sur les Palestiniens sous la forme d'un nettoyage ethnique qui fit fuir 750 000 d'entre eux, soit plus de la moitié de la population native qui rappelle celui ordonné par Yahvé à l'encontre des Cananéens : « *faire table rase des nations dont Yahvé ton Dieu te donne le pays, les déposséder et habiter leurs villes et leurs maisons* » (Deut 19:1) et, dans les villes qui résistent, « *ne rien laisser subsister de vivant* » (20:16). Pour une communauté comme pour un individu, le problème ne vient pas de se croire l'Élu, mais de se croire élu par un dieu chauvin, raciste et génocidaire.

Le rêve biblique insufflé par Yahvé à son peuple élu, aussi bien dans l'Exode que chez les prophètes, n'est pas seulement un rêve racial et national ; c'est très clairement un rêve impérial. Jérusalem doit devenir le

centre rayonnant du monde. On évoque souvent ces vers du deuxième chapitre d'Isaïe comme preuve que le message prophétique est pacifique : « *Ils briseront leurs épées pour en faire des socs, et leurs lances pour en faire des serpes. On ne lèvera plus l'épée nation contre nation, on n'apprendra plus à faire la guerre.* » Mais on omet toujours les vers précédents, qui indiquent que ce temps de paix ne viendra que lorsque « *toutes les nations* » rendront hommage « *à la montagne de Yahvé, à la Maison du Dieu de Jacob* », lorsque Yahvé, depuis son Temple, « *jugera entre les nations.* » Dans certains cercles intellectuels, le sionisme moderne se conçoit encore comme un projet de Nouvel ordre mondial. Jacques Attali se prend ainsi à « imaginer, rêver d'un Jérusalem devenant capitale de la planète qui sera un jour unifiée autour d'un gouvernement mondial. » (« *Le triple jeu des néoconservateurs* », par Laurent Guyénot)

LVOG - Tout est dit ici, n'est-ce pas ? Qui complotent, qui agitent l'argument du complotisme ? Qui se font les chantres du combat contre les théories du complot, etc ? Les mêmes !

Le temple "girondin". Le premier parti de France, un puissant relais du groupe Bilderberg. La franc-maçonnerie, c'est le sionisme laïc.

- Quel est vraiment le poids des francs-maçons sous l'ère Macron? - Challenge 23.02.2019

180.000 membres sont réunis dans une vingtaine d'obédiences, où élus locaux, médecins, petits patrons, avocats, enseignants, policiers et militaires sont surreprésentés.

Quelle est la vraie nature des liens entre Alexandre Benalla, membre de la loge des Chevaliers de l'Espérance à la Grande Loge Nationale Française (GLNF), et le conseiller d'Emmanuel Macron, bientôt exfiltré, Ismaël Emelien, formé à l'école très maçonnique de Stéphane Fouks (tendance Grand Orient), chez Havas? Comment comprendre les pluies de contrats que signe l'ancien garde du corps, son amitié avec l'affairiste Alexandre Djouhri, réfugié à Londres, comme avec Philippe Solomon, qui l'a introduit auprès de plusieurs chefs d'Etats africains francs-maçons? Dans un tout autre registre, pourquoi une telle férocité dans la lutte de pouvoir entre Denis Kessler (Scor) et Thierry Derez (Covéa), qui fait écho à la bataille qu'avait conduite François Pérol pour fusionner les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne et prendre la présidence? Au même titre qu'EDF, les entreprises du BTP, de distribution d'eau et toutes celles qui maillent le territoire, les mutuelles sont des repaires de " frères trois points ". Au siège de BPCE, les bornes directionnelles sont des triangles maçons, selon la volonté de Charles Milhaud, ex-président des Caisses d'Epargne évincé par Pérol, qui est tout sauf franc-maçon ! Et pourquoi les jeux de pouvoir à EDF et à la Caisse des dépôts entretiennent-ils le soupçon ? " Parce que les francs-maçons y ont eu de l'importance ", témoigne un homme de réseaux passé par les deux entreprises, l'ex-journaliste Etienne Bertier, lui-même soupçonné, à tort promet-il, d'être " initié ". Il est aujourd'hui au service du Tchèque Daniel Kretinsky, l'homme qui rachète des pans entiers de la presse française.

Bras de fer dans le business

" Sans verser dans la parano, chaque fois qu'une décision illogique est prise dans le monde des affaires, on peut suspecter qu'il y a solidarité maçonnique ", affirme le conseiller du tout-Paris du business, Alain Minc. Contrairement à une idée reçue, les réseaux maçons ne sont pas une survivance des IIIe et IVe Républiques. Ils se développent au même rythme que le nombre de francs-maçons en France, multiplié par cinq en cinquante ans, pour atteindre aujourd'hui 180 000 membres, réunis dans une vingtaine d'obédiences, où élus locaux, médecins, petits patrons, avocats, enseignants, policiers et militaires sont surreprésentés. La grande majorité est mue par le " besoin de perfectionnement de soi-même, symbolisé par le processus initiatique " si l'on en croit Roger Dachez, président de l'Institut maçonnique de France, membre de la GLNF, obédience déiste. Seuls les esprits mal intentionnés pensent que certains entrent dans ce " système assumé d'entraide " pour obtenir des contrats, favoriser sa carrière, voire faire sauter des PV ou décrocher un rendez-vous chez un spécialiste... Autant de petits arrangements locaux qui, toutefois, portent moins à conséquence que celui des maçons dans le big business.

C'est en 2014, lors de l'éviction d'Henri Proglio de la présidence d'EDF, que Macron a mesuré le poids des frères dans la sphère économique. François Hollande avait exigé de Manuel Valls qu'il avertisse l'intéressé moins d'une demi-heure avant la tenue du conseil des ministres. Pour empêcher son chef de gouvernement, avec Proglio et d'autres, de monter au front. Pris de vitesse, le réseau maçon réclame aussitôt... compensation. Directeur de cabinet de Jean-Yves Le Drian à la Défense, Cédric Lewandowski pousse Proglio pour la présidence de Thales. Hollande cède, contre l'avis de Macron, son ministre de l'Economie,

qui en fait un casus belli et oblige Proglío à renoncer. Elu président, Macron prend le mors aux dents lorsqu'il apprend que Lewandowski, adoubé par François Roussely comme futur parrain des réseaux maçons dans le monde des affaires, cherche à être nommé patron de la DGSE. Muté au Quai d'Orsay, Le Drian est prié de se séparer de son directeur de cabinet, renvoyé à EDF. Celui-ci est toujours dans le collimateur : la ministre des Armées, Florence Parly, l'empêche de participer à des colloques organisés à l'Ecole militaire !

Emmanuel Macron n'entend pas céder aux frères trois points, alors que ceux-ci ont beaucoup contribué à son arrivée au pouvoir, avec notamment le soutien de François Patriat, Gérard Collomb et Richard Ferrand. Sa campagne, ni droite ni gauche, cherchait à " réunir ce qui est épars ", un dogme de la loi maçonnique. Sa tenue blanche fermée [séance ouverte à un seul invité non initié] au grand temple de la rue Cadet (Grand Orient) avait été appréciée. Les maçons avaient été séduits par sa jeunesse et la promesse d'un " pacte girondin ", d'une décentralisation heureuse, d'une décrispation générale. Et ils avaient appelé à voter en masse contre Marine Le Pen. La victoire acquise, de nombreux frères, assistant à l'intronisation du nouveau président devant la pyramide du Louvre, ont même cru, à tort qu'il était des leurs, tant l'allusion était évidente...

Ils ont été confortés, après l'élection, par la formation d'un gouvernement très maçon-compatible, avec des frères revendiqués, comme Gérard Collomb, Jean-Yves Le Drian ou Jacques Mézard (nommé le 14 février au Conseil constitutionnel) et des proches : le père d'Edouard Philippe est un éminent maçon, comme celui de Marlène Schiappa. Autres ministres femmes en sympathie avec la mouvance : Muriel Pénicaud et Agnès Buzyn. Quant à Jean-Michel Blanquer, il revendique sa proximité : invité au dîner annuel de la Grande Loge de France, il a souligné ses " convergences avec les valeurs maçonniques ".

Nouvelle donne avec l'Elysée

La désillusion n'en fut que plus brutale pour de nombreux maçons, choqués par les choix verticaux du chef de l'Etat au cours de la première année de son mandat et par son cléricisme supposé. La rupture s'est approfondie au printemps 2018 quand Macron a prononcé son discours devant le collège des Bernardins dans lequel il a assuré vouloir " réparer " le lien " abîmé " entre l'Eglise et l'Etat. Bronca générale des maçons laïcards. " On attend un président, on entend un sous-curé ", a commenté Jean-Luc Mélenchon, maçon depuis 1985. Le toilettage programmé de la loi de 1905 ajoute aux inquiétudes des frères de toutes obédiences, qui demeurent opposées à l'idée de toucher à ce texte symbolique. Alors que, pour Macron, si l'Etat est laïc, la société ne l'est pas.

Mais les fleurets sont désormais mouchetés. Un frère de rang élevé confie qu'en conduisant Emmanuel Macron à changer de politique, à reprendre langue avec les corps intermédiaires, les " gilets jaunes " lui ont permis de renouer avec les francs-maçons qui s'étaient éloignés, comme Gérard Collomb et Xavier Bertrand. La " bataille des cathos contre les maçons " n'aura peut-être pas lieu. Un legs de l'héroïque lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, à la fois fervent catholique et franc-maçon revendiqué ? Challenge 23.02.2019

Alors pourquoi ce titre ? Mais parce que ces gens-là n'ont pas d'autre morale ou conviction que leurs intérêts personnels liés à la perpétuer du régime, c'est la seule chose à laquelle ils croient et ils sont attachés, et la pyramide représente celle du pouvoir selon les principes du verticalisme qu'on retrouve dans le fascisme.

Dans ce bas monde on a tendance à confondre et à considérer un peu trop hâtivement que des gens qui s'affrontent seraient forcément des ennemis, alors que très souvent ils sont davantage concurrents et complémentaires. Il existe une multitude d'officines qui oeuvrent au côté des institutions et qui veillent à leur bon fonctionnement, moyennant des contreparties, c'est la moindre des choses. Elles défendent leur pré carré ou leurs privilèges, et quand quelqu'un empiète dessus et menace leur intégrité ou leur bout de gras, elles réagissent parfois violemment et sans prévenir pour déstabiliser leur concurrent et l'inciter à cesser cette guerre fratricide.

L'extrême droite est le frère ennemi de la franc-maçonnerie, pas son ennemi. Leur véritable et unique ennemi, c'est la classe ouvrière et le socialisme. Comment cela, prouvez-le. Immédiatement.

L'accusation d'antisémitisme portée contre les musulmans et le mouvement ouvrier par ceux qui sont au pouvoir est partagée par l'extrême droite comme vous avez pu l'observer, cela devrait vous suffire comme preuve. leur caractérisation d'islamo-gauchiste n'est rien d'autre que le miroir du judéo-maçonnique.

Toute discussion politique est devenue compliquée ou presque impossible, parce qu'on ne parle pas de la même chose.

Elle est faussée du fait que notre interlocuteur ignore ou fait abstraction d'un certain nombre de facteurs ou événements qui jouent ou ont joué un rôle déterminant. Elle l'est également parce qu'il n'a pas conscience de ne pas avoir de conscience de classe ou elle est mal étayée, ce qui l'amène à emprunter des arguments à l'idéologie qu'il est censé combattre. Il en ressort des contradictions ou une confusion inextricable qui révèlent de graves lacunes, donc pour bien faire il faudrait commencer par là avant de continuer la discussion. Souvent ces lacunes sont si importantes qu'on en arrive à déduire qu'il ne réfléchit pas ou peu, qu'il manque singulièrement de logique, dans ce cas-là cela pose un gros problème, puisque c'est la structure de son mode de penser qui est en cause, bref, c'est comme si nous ne parlions pas la même langue !

On vient d'en avoir un aperçu avec la dernière provocation en date du raciste assumé Finkelkraut. Tous on évoqué un "un acte antisémite", alors qu'il n'y en pas eu, c'est extraordinaire ! Mais aucun ne dira que ceux qui se prétendent juifs ne sont pas des sémites, contrairement à une grande partie des Arabes dont les Palestiniens. L'antisémitisme qu'ils agitent comme un hochet est en réalité une mystification destinée à fonctionner de la même manière que celle qui sert à justifier l'hégémonie de classe des capitalistes, d'une minorité d'exploiteurs face aux Gilets Jaunes, ou face aux Palestiniens qu'ils oppriment et répriment également avec férocité ou cruauté. Pourquoi personne n'a fait le lien et n'en a profité pour renouveler l'appel à lever le blocus de Gaza ?

Macron et les médias-oligarques dictent de quelle manière il fallait aborder ce sujet, et tous à de rares exceptions près s'y plient. Une telle misérable manifestation de servilité de la part du mouvement ouvrier donne une idée assez précise du degré de décomposition ou de corruption de ses dirigeants.

A plusieurs reprises dans le passé j'avais indiqué que les pire antisémites étaient ceux qui le dénoncent, je ne m'étais pas trompé. On aura une pensée pour le peuple palestinien que tous ont abandonné pour l'occasion.

- Quand on interprète la situation, il faut distinguer ce qui appartient au présent, des éléments qui indiquent dans quelle direction elle va évoluer. Or, il est vrai qu'on a tendance à les mêler de telle sorte que le lecteur peut être amené à les confondre. Et du même coup on nous accuse à tort de gauchisme à défaut de faire la part des choses. Dans toute situation apparaissent des signes qui nous permettent de percevoir dans quelle orientation elle s'inscrit. Ceux qui ne les saisissent pas, ne peuvent pas comprendre notre discours et suivre l'évolution de la situation. Les deux étant intimement liés, une analyse qui en fait abstraction sera incomplète, inefficace, inutile, voire incohérente. J'ai sans doute commis l'erreur ou c'est mon principal défaut, de ne pas avoir été suffisamment rigoureux sur ce point très important. Ce n'est pas toujours facile de s'exprimer clairement pour éviter toute méprise et être à la fois concis et précis.

Par exemple quand je traite le régime de Macron de totalitaire, si cela concerne sa manière de traiter certaines questions, cela ne signifie pas pour autant que le totalitarisme se manifesterait dans tous les domaines, sinon je serais privé de ma liberté d'expression ou je serais peut-être déjà privé de liberté tout court, les partis politiques et les syndicats auraient été déclarés hors la loi ou interdits, ce qui n'est pas le cas non plus... En revanche, tout comme avant lui Sarkozy et Hollande, il a manifesté à de nombreuses reprises un penchant soutenu pour les méthodes totalitaires de gouvernance, on peut même ajouter qu'il les revendique, Attali aussi pour les avoir souhaitées et justifiées à haute voix.

Sa dernière sortie sur les syndicats vient de l'illustrer une nouvelle fois. A suivre.

De la mise en oeuvre de mécanismes « totalitaires » au totalitarisme.

Comme l'explique bien le philosophe américain James Conant :

Tel qu'[Orwell] l'emploie, le terme "totalitarisme" désigne des stratégies (à la fois pratiques et intellectuelles) qui [...] sont appelées ainsi parce qu'elles ont pour but de parvenir à un contrôle total de la pensée, de l'action et de sentiments humains.

Cet usage du terme « totalitaire » est conforme à celui de son inventeur probable, le libéral antifasciste italien Giovanni Amendola qui écrivait en avril 1923 : Le fascisme ne vise pas tant à gouverner l'Italie qu'à monopoliser le contrôle des consciences italiennes. Il ne lui suffit pas de posséder le pouvoir : il veut posséder la conscience privée de tous les citoyens, il veut la « conversion » des Italiens. (L'objet du "grand débat national" et de la prestation hystérique de Macron. C'est sa tête qu'il essaie aussi de sauver ! - LVOG)

L'usage orwellien du terme totalitaire, poursuit Conant, « ne recouvre pas seulement des formes de régimes politiques, mais aussi des types de pratiques et d'institutions plus envahissantes et plus spécifiques (diverses pratiques journalistiques comptent parmi ses exemples favoris). Mais par-dessus tout, Orwell applique ce terme aux idées des intellectuels — et pas seulement à celles qui ont cours dans [...] les "pays totalitaires", mais à des idées qui circulent dans tout le monde industriel moderne ». Par conséquent, les mécanismes « totalitaires », en ce sens du mot, sont à l'oeuvre aussi bien dans les régimes typiquement totalitaires que dans les pays qui se réclament du libéralisme.

Chroniques orwelliennes - Sur le contrôle des esprits - Jean-Jacques Rosat - Collège de France

On n'avait jamais assisté à pareille bassesse.

Jacques a dit, condamnez l'antisémitisme, et tous se sont exécutés en chœur ! Quelle abomination ! Ah la fabrication du consentement fonctionne à merveille, même au niveau de nos dirigeants, à moins que ce ne soit un prétexte pour y participer, c'est pire encore !

Au garde-à-vous, le petit doigt sur la couture du pantalon ! Puisque dorénavant l'antisémitisme et l'antisionisme sont synonymes, dénoncer l'antisémitisme revient à soutenir le sionisme, on est bien d'accord, donc les voilà qui jurent tous allégeance aux sionistes par crainte d'être accusés d'antisémitisme, ce n'est pas cela qui permettra de relever le mouvement ouvrier des bas-fonds de l'opportunisme le plus misérable où il est tombé, honte à nos dirigeants !

Il aura suffit d'une provocation médiatisée qui tint toutes ses promesses, et de chiffres tout droit sortis du chapeau de ceux qui passent leur temps à trafiquer la réalité pour que tous déclarent en chœur leur flamme à l'antisémitisme. Comme si en combattant quotidiennement au côté de tous les peuples exploités et opprimés de la planète pour exiger que leurs droits et leurs besoins soient satisfaits sans distinction de race, de religion, de philosophie, cela ne suffisait pas, et en plus il faudrait justifier notre engagement politique devant le tribunal de l'inquisition de l'extrême droite sioniste ou le Crif devant lesquels Macron se prosterne, et puis quoi encore. Sans parler que ces tyrans ont annoncé

Qui a oublié que le mouvement ouvrier, le PC et la SFIO ont été procolonialistes et que le sionisme est une entreprise coloniale ?

La Tribune des travailleurs (POID) - Le mouvement ouvrier a toujours condamné et combattu l'antisémitisme.

Extrait - Le mouvement ouvrier a toujours condamné et combattu l'antisémitisme, comme toutes les manifestations et tous les actes visant à discriminer, ostraciser, réprimer ou persécuter des individus ou des groupes au motif de leur religion, de leur origine, de leur nationalité, de la couleur de leur peau, de leur sexe ou de leur mode de vie.

LVOG - Il y en a ainsi qui passent leur temps à réécrire l'histoire. Quelle crédibilité devrait-on leur accorder ? Aucune sous peine d'être manipulé.

Un contre 220 : La démocratie a été respectée !

- Un adolescent abattu par l'armée israélienne dans la bande de Gaza - Reuters 23 février 2019

L'armée israélienne a abattu un adolescent et blessé une quarantaine d'autres Palestiniens qui participaient à une manifestation vendredi dans la bande de Gaza, ont annoncé les services médicaux.

L'armée dit avoir riposté à des jets de grenades et d'objets explosifs en direction du territoire israélien.

Plus de 220 Palestiniens ont été tués par des soldats israéliens depuis le début des manifestations hebdomadaires en faveur du droit au retour des réfugiés, en mars 2018, et des milliers d'autres blessés.

Côté israélien, un soldat a été abattu par un tireur palestinien. Reuters 23 février 2019

La question qui tue les opportunistes.

Il n'est venu à l'esprit de personne que ces "*actes antisémites*" pouvaient facilement être réalisés par les hommes de main de ceux qui au pouvoir les dénoncent, que les discours en boucle sur ce sujet étaient destinés à exciter les fachos pour les pousser à passer à l'acte c'est vraiment pitoyable, quelle médiocrité intellectuelle ou servilité !

- Actes antisémites: un pourcentage est-il une information ? Par Jérôme Latta - Le Blog Mediapart 14-02-2019

Ce contexte a certainement contribué à la teneur de la médiatisation du pourcentage. Les titres des sites d'information en ligne mobilisent en effet deux angles principaux : cette « augmentation de 74% » des actes antisémites (le ministre avait dit : « L'antisémitisme a augmenté de 74% ») ; sa traduction en « explosion » (France Info, Paris Match, Les Échos, RMC, Huffington Post, France Culture, La Croix, L'Express, LCI, Europe 1, Euronews, etc.).

Si le corps de nombreux articles apporte des éléments de compréhension, d'autres s'inscrivent dans un registre très dramatisant – soutenu par les citations de membres du gouvernement, d'associations et de diverses personnalités.

Cette variation tend d'abord à occulter le chiffre en valeur absolue, que l'on peine parfois à trouver dans les retombées. Soit 541. On peut d'abord estimer, même si cela mérite débat, que relativement à une population de 67 millions d'habitants, les faits concernés sont (intolérables mais) marginaux [1]. On doit surtout affirmer que la variation de ce chiffre d'une année à l'autre est d'une portée très limitée, potentiellement trompeuse.

De fait, l'examen de cette donnée depuis l'année 2000 indique que :

- ses variations annuelles sont très importantes ;
- le chiffre a été plus élevé 9 fois (sur 19) ;
- le chiffre 2018 est en dessous de la moyenne (574) ;
- il est très en deçà des niveaux de 2014 (851) et 2015 (800).

Dès lors, parler de « déferlante » (RFI) et d'« explosion », donner à l'information une portée générale et le caractère d'une irrésistible progression (éditorial du Monde) constitue une présentation problématique. Le Blog Mediapart 14-02-2019

Commentaires d'internautes.

1- "*Énorme.*

Il s'agit donc bien d'une énorme opération de propagande massive afin de mettre la liberté d'expression sous le boisseau.

On s'en doutait un peu.

On le sentait.

Mais là c'est transparent.

D'ailleurs les tags antisémites qui ont accompagnés le mouvement sont plus que louches : Disons que cela arrivait à point nommé pour soutenir l'opération.

Tais toi : complotiste ! Antisémitisme!

2- "La déclaration de Castaner s'inscrit dans la "séquence" de 10 jours précédant la déclaration de Macron au Crif :

Acte 1 - 9/02, Griveaux hurle à l'antisémitisme des GJ's suite à un tag sur une vitrine à Paris : mensonge.

Acte 2 - 11/02, Castaner annonce que « les actes antisémites ont bondi de 74 % en France en 2018 ». Certes, les actes antisémites sont passés de 311 en 2017 à 541 en 2018, soit une hausse sur un an de 74% mais la moyenne depuis 2000 est de 574 et depuis 2010 de 526.

Acte 3 -16/02, Griveaux hurle à l'anti.sémi.tisme des GJ's suite à une insulte anti.sémi.te, "sale juif", soi-disant proférée contre Alain Finkielkraut : mensonge.

Acte 4 - 18/02, le groupe d'étude "antisémitisme" de l'Assemblée Nationale annonce déposer le 19/02 une résolution ou un projet de loi visant à assimiler des propos anti.sionistes aux propos antisémites et les faire condamner pénalement.

Acte 5 - 19/02, 80 tombes dans un cimetière juif à Strasbourg sont retrouvées profanées.

Acte 6 -19/02, une marche contre l'antisémitisme est organisée à l'initiative de 14 partis politiques.

Acte 7 - 20/02 Macron se rend au dîner du Crif – Conseil Représentatif des Institutions Juives de France – et y prononce un discours dans lequel il annonce, notamment, que l'Etat français va adopter la définition de l'IHRA de l'antisémitisme et que la France va reconnaître l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme."

- Lutte ouvrière - Antisionisme et antisémitisme : un amalgame à combattre - 20 Février 2019

Extrait.

Il faut rappeler que le sionisme, la doctrine fondée en Europe par Theodor Herzl en 1897, réclamant la création d'un foyer national juif, fut très longtemps rejeté par l'immense majorité des Juifs eux-mêmes. Les Juifs vivant en Europe n'aspiraient pas à construire un État spécifique mais à vivre sans ostracisme ni oppression dans les pays où ils étaient nés. Parmi le prolétariat juif particulièrement opprimé d'Europe orientale ou de Russie tsariste, la perspective d'une révolution sociale au côté de l'ensemble des exploités, portée par diverses organisations socialistes, l'emportait largement sur le sionisme.

Les dirigeants du Crif, le Conseil représentatif des institutions juives de France, une organisation proche de la droite sioniste, ne ratent pas une occasion de stigmatiser l'antisionisme qu'ils qualifient d'idée rouge-brune, assimilant l'extrême droite et l'extrême gauche.

Ils trouvent régulièrement le soutien de dirigeants politiques au pouvoir. Valls, Premier ministre, avait évoqué en 2016 lors du dîner annuel du Crif : « L'antisionisme, c'est-à-dire tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et de la haine d'Israël. » Macron, recevant Netanyahu à l'Élysée en juillet 2017, avait affirmé : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est LA forme réinventée de l'antisémitisme .»

Après les insultes proférées le 16 février contre Finkielkraut, le député LREM Sylvain Maillard a remis le couvert. Il voudrait proposer une loi transformant l'antisionisme en délit, au même titre que l'antisémitisme. (...)

Le sionisme fut encouragé et utilisé par la Grande-Bretagne puis les États-Unis pour imposer leur domination au Moyen-Orient, en s'appuyant sur la minorité juive contre la majorité arabe. Cependant, même après le génocide perpétré par les nazis, la majorité des Juifs survivants aspiraient à émigrer aux États-Unis plutôt qu'en Palestine, et ne s'installèrent dans le futur Israël que parce que l'ensemble des puissances occidentales les jetaient.

Lors de la fondation d'Israël, en 1948, les partis sionistes imposèrent leur politique, par les armes, en chassant les Palestiniens des territoires où ils vivaient depuis des siècles. Le choix de bâtir un État donnant des droits à une seule communauté, au mépris des autres, était pourtant loin d'être partagé par tous les Juifs de Palestine. Les sionistes l'imposèrent, au nom d'une religion que tous étaient loin de pratiquer, creusant au fil du temps un fossé de sang entre les Palestiniens et les Israéliens, transformant ces derniers en géoliers de tout un peuple.

Malgré les pressions et la politique du fait accompli, il reste aujourd'hui en Israël de nombreux opposants à la politique sioniste des gouvernements successifs, eux-mêmes étant parfois qualifiés d'antisémites !

Qu'ils vivent en France, en Israël ou n'importe où sur la planète, qu'ils soient athées, juifs, musulmans ou autres, les travailleurs n'ont ni patrie ni communauté à défendre, mais des intérêts de classe à mettre en avant. Et être internationaliste signifie être opposé à tout nationalisme, le nationalisme sioniste y compris. Lutte ouvrière 20.02

Effectivement, Finkelkraut est antisémite (tout comme ses semblables ou ses soutiens).

- L'agresseur de Finkelkraut convoqué devant le tribunal le 22 mai - Reuters 21 février 2019

L'homme placé en garde à vue mardi pour avoir agressé verbalement le philosophe Alain Finkelkraut lors d'une manifestation des "Gilets jaunes" samedi dernier sera jugé le 22 mai prochain devant le tribunal correctionnel de Paris, a-t-on appris jeudi de source judiciaire.

Sa garde à vue a été levée et il a quitté le commissariat de Mulhouse, où il s'était rendu de lui-même, sans faire de déclaration. Il sera jugé pour injure publique en raison de l'origine, l'ethnie, la nation, la race ou la religion.

Benjamin W., un français de 36 ans converti à l'islam, la religion de son père algérien, apparaît sur une vidéo parmi un groupe de personnes qui insultent l'académicien, lui-même le traitant de "haineux", de "sioniste" et de "grosse merde".

Son avocat a indiqué qu'il n'était pas motivé par l'antisémitisme lors de cet incident qui a eu lieu à Paris

"Dans ce dossier, il n'y a rien qui permettrait de qualifier les propos de M. W. de propos antisémites", a dit à Reuters Me André Chamy, connu comme avocat de la CGT et de la CFDT à Mulhouse et pour avoir fait partie du collectif de défenseurs de l'ex-président irakien Saddam Hussein en 2005-2006.

"Ce dossier est monté de toutes pièces pour faire plaisir à M. Finkelkraut et appuyer une mouvance actuelle de lutte contre l'antisémitisme qui est un combat tout à fait respectable mais qui n'a rien à voir avec M. W.", a-t-il ajouté.

Pour l'avocat franco-libanais, les propos prêtés à son client, un père de cinq enfants qui tient une boutique de téléphonie à Mulhouse, ne sont que des "insultes".

"M. Finkelkraut se revendique comme sioniste. Qu'il ne nous embête pas à impliquer sa propre communauté dans cette histoire-là. Ce sont les propos politiques de M. Finkelkraut, connus de tous, qui ont été visés", ajoute-t-il.

L'avocat souligne que Benjamin W., également connu sous le prénom de Souleiman, n'a pas employé à l'encontre de l'universitaire l'injonction "Rentre chez toi" proférée par certains des individus autour de lui.

"Il l'a même traité d'antisémite parce que mon client considère que le combat sioniste mené par M. Finkelkraut est contre-productif pour la communauté juive", a-t-il ajouté.

Me Chamy conteste également que son client, auquel la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, prêtait mercredi une pratique "salafiste" de l'islam, soit un fondamentaliste ou un individu radicalisé.

"Il a eu une sorte de retour à la racine parce qu'il a découvert que son père était d'origine arabe-musulmane. Il a renoué avec la religion musulmane, il a été approché par des religieux musulmans, ça a duré deux ans et depuis 2003, il n'a plus eu de contact avec un quelconque mouvement musulman", a-t-il expliqué.

Me Chamy a par ailleurs affirmé faire l'objet de menaces de morts sur les réseaux sociaux depuis qu'il avait accepté de défendre Benjamin W. Reuters 21 février 2019

- Antisémitisme: "Nous allons adopter une résolution" sur l'antisionisme (Guerini, LREM) - AFP 21 février 2019

"Nous allons adopter une résolution qui a été adoptée aussi au niveau européen, qui reconnaît l'antisionisme comme une forme déguisée d'antisémitisme", a expliqué jeudi sur Radio Classique Stanislas Guerini.

"Il y aura la reconnaissance qui sera faite, les juges pourront s'en emparer, il n'y a pas besoin de modifier le code pénal pour cela", a-t-il précisé.

"Cela ne veut pas dire que l'on ne pourra pas demain, critiquer la politique de l'Etat d'Israël", a aussi assuré le délégué général de la République en marche.

Le député RN Gilbert Collard a dénoncé ce choix de l'exécutif et de la majorité. "Le texte pénalisant l'antisionisme ne sera pas contraignant. De la parole aux actes, il y a un pas de courage que Macron ne veut pas franchir: encore et toujours le "en même temps". Et pendant ce temps l'antisémitisme continue", a-t-il critiqué sur Twitter. (Merci monsieur Collard d'avoir confirmé que RN était le meilleur allié de LREM, de Macron et du sionisme. - LVOG)

"L'antisionisme aujourd'hui constitue le visage dissimulé de l'antisémitisme", a pour sa part estimé le député Eric Ciotti (LR), qui salue cette décision mais estime "personnellement" qu'"une résolution ne suffira pas" et demande "une traduction législative".

"L'antisionisme, notamment celui qui se développe dans les milieux d'extrême gauche, celui qui est porté par les milieux islamistes également (...) est aujourd'hui profondément antisémite", a-t-il réaffirmé lors d'une conférence de presse. AFP 21 février 2019

LVOG - Ils ne visent pas "les milieux d'extrême gauche", mais davantage les opposants à l'existence d'Israël et la classe ouvrière qui subit la même politique en France ou en Israël.

Ukraine: une croix gammée géante orne un centre commercial - editoweb.eu 20.02

Un centre commercial en Ukraine, situé dans une rue portant le nom d'un collaborateur des nazis (Stepan Bandera), a décoré un escalier avec une grande croix gammée. Bienvenue dans ce pays où le communisme est interdit

Ukraine (démocratique) : Une croix gammée géante orne un escalier d'un centre commercial

Il ne s'agit pas d'un fake, ni d'un montage venue de Russie et visant à perturber les élections présidentielles à venir.

Bienvenue dans l'Ukraine démocratique issue de la grande révolution "citoyenne" nommée EuroMaïdan. Le centre commercial Horodok, situé sur l'avenue Stepan Bandera à Kiev (ex-Avenue de Moscou) a décidé de décorer son escalier central d'une croix gammée, semblable au drapeau de l'Allemagne nazie.

Dans cette Ukraine désormais démocratique et libre depuis cette belle révolution "citoyenne" que fut EuroMaïdan, on peut afficher des symboles nazies et se balader dans des avenues qui portent le nom de collaborateurs des nazis, comme Stepan Bandera, qui en plus de fournir des combattants à la SS, fera massacrer des juifs, notamment du côté de Lvov (du 30 juin au 5 juillet 1941). editoweb.eu 20.02

LVOG - La croix gammée est bien l'emblème d'EuroMaïdan...

- Gilets Jaunes et antisémitisme : l'éternel procès - ujfp.org

Alain Finkielkraut a été pris à partie par des Gilets Jaunes lors de l'acte XIV, à Paris. Sa propension notable à être insulté dans l'espace public n'ont dissuadé ni le principal intéressé, ni les médias de masse d'en conclure que notre mouvement est gangrené par l'antisémitisme.

Samedi 16 février à Paris, Alain Finkielkraut, délaissant un instant les plateaux TV, décida dans un moment d'égarement d'aller observer de près l'acte XIV des Gilets Jaunes. Comme chacun sait désormais, il fut insulté et chassé par les manifestants dont la neutralité politique n'était pas à l'épreuve d'un tel voisinage. Voici les faits. On y voit Alain Finkielkraut qualifié tour à tour de « sioniste », de « raciste », de « haineux » et de « grosse merde », le tout agrémenté de références à la Palestine et à la « France d'en bas ».

Les Gilets Jaunes, à l'image de la société

Il n'en fallait pas plus pour susciter un regain d'intérêt immédiat des médias pour notre mouvement, décidément gangrené par l'antisémitisme selon eux. Puisque nous voilà comme chaque semaine sur le banc des accusés, nous allons mettre les choses au clair.

Nous sommes un mouvement à l'image de la société avec toutes les sensibilités et contradictions qui la traversent. Malheureusement, le racisme, le sexisme et l'homophobie n'y font pas exception.

Il serait ridicule d'imaginer qu'un mouvement d'une telle ampleur puisse être miraculeusement épargné par des maux qui infusent largement la société française ; à commencer par nos contempteurs, qu'il s'agisse des médias, du gouvernement ou des élites. Alain Finkielkraut en témoigne à lui seul brillamment !

Cependant, chez les Gilets Jaunes, les comportements haineux sont courageusement et collectivement combattus. Si bien qu'après avoir été voués au poujadisme et à diverses récupérations d'extrême droite contre les migrants, les juifs ou le mariage pour tous, nous avons beaucoup déçu les commentateurs en ne portant que des revendications d'ordre social et démocratique pour tous.

Le détournement médiatique de faits et la manipulation de l'opinion publique pour nous discréditer systématiquement ne sont pas acceptables !

Nos procureurs : des pompiers pyromanes

Cela n'empêche pas nos procureurs de saisir la première perche tendue pour en remettre une couche, qu'il s'agisse d'un tag antisémite réalisé la veille d'une manifestation (qu'importe, il nous sera tout de même attribué !), ou d'un bourgeois réactionnaire, méprisant et raciste conspué par la foule.

Si encore nous avons affaire à des procureurs zélés d'une intégrité irréprochable, sévères mais justes... Ces mêmes médias qui nous accablent sont les porte-voix permanents des Zemmour et des Finkielkraut ! Ces mêmes politiciens qui nous condamnent banalisent avec un opportunisme inépuisable les discours jadis cantonnés à l'extrême droite, celle là même à laquelle ils tentent de nous réduire avec tant d'effort !

Reprenons à notre compte le raisonnement qui nous est infligé. Devons nous à notre tour déduire de l'affaire de la « Ligue du LoL » que la sphère médiatique est un repère de harceleurs sexistes et antisémites ? Et dans ce cas, que dire de la sphère politique ?

Et puisque notre inculpation porte aujourd'hui sur Finkielkraut, faut-il rappeler le tombereau de sorties racistes et insultantes, de l'ancien « l'équipe nationale est aujourd'hui black-black-black, ce qui en fait la risée de toute l'Europe » au récent « les non-souciens brillaient par leur absence [aux funérailles de Jonhny] » ?

Propos qui sont loin de rebuter la sphère médiatique, qui l'invite avec constance à poursuivre ses méfaits de plateaux TV en plateaux radio !

Pour revenir aux faits, la critique du sionisme et de la politique menée par l'État d'Israël ne font pas partie des revendications portées par notre mouvement, et chaque Gilet Jaune est libre d'avoir son opinion à titre

individuel sur ces sujets. Mais tant qu'Alain Finkielkraut continuera à répandre son mépris de classe et ses préjugés racistes et insultants dans les médias, il ne devra pas s'attendre à être reçu courtoisement par le « petit peuple ».

Le racisme structurel : une violence d'État

Demain comme hier, nous serons vigilants pour combattre tout noyautage, toute dérive raciste et toute discrimination au sein de notre mouvement.

Le procès ridicule que nous font les amis de Finkielkraut et la fracture sociale béante qu'il exprime ne nous y aident pas ; nous préférons faire nôtres les mots de l'appel de l'Union Juive Française pour la Paix à manifester mardi 19 février contre les actes antisémites et leur instrumentalisation : « C'est bien le gouvernement qui, récemment, entreprenait de réhabiliter le Maréchal Pétain, chef du régime collaborationniste de Vichy. C'est bien cette même classe politique qui trouvait si peu à redire des hommages rendus à Maurras ou à Céline, écrivains violemment antisémites. Le sommet du cynisme est atteint lorsque, déjà, nous pouvons percevoir le glissement dangereux consistant à attribuer la montée de l'antisémitisme au « communautarisme musulman »[...]. Le racisme structurel n'est ni le fait des Gilets jaunes, ni le fait des minorités. Il est celui de l'État qui organise une société inégalitaire et violente. »

Nous encourageons donc tous les Gilets Jaunes qui en ont la possibilité à se joindre à l'UJFP mardi 19 février à 19h au métro Ménilmontant à Paris, pour combattre du même coup l'antisémitisme et ceux qui se cachent derrière. ujfp.org

- Antifascisme, antiracisme, antisionisme. Même combat! - npaherault.blogspot.com 21 février 2019

Être antifasciste, c'est obligatoirement être antiraciste.

Être antiraciste, ça implique de combattre les états qui pratiquent le racisme et l'apartheid...

C'est donc être antisioniste !

Point de vue.

Eh oui ! C'est parti ! Parce que ce grand provocateur de Finkielkraut (défenseur revendiqué de l'état d'Israël et du sionisme) se fait insulter en marge d'une manifestation, voici que montent au créneau tous nos pseudo-antiracistes qui s'accommodent si bien du sort des Palestiniens en Israël et les territoires occupés. Et voici de nouveau l'antisionisme malhonnêtement assimilé à... l'antisémitisme. Comme si le fait de mettre dans le même sac toutes celles et tous ceux que l'on décide de considérer comme "Juifs" et de leur imposer comme leur un pays dans lequel ils n'ont jamais vécu ne revenait pas à les mettre à part du reste de la population, les forcer à avoir un statut particulier, celui de défenseurs attirés de l'état d'Israël, destinés tôt ou tard à partir s'installer dans ces lointaines contrées que l'on prétend être la patrie de leurs ancêtres. Racisme donc, au départ, dans cette mise à l'écart d'une partie de la population. Rien que combattre cette idéologie, c'est déjà faire preuve d'antiracisme. Et quand on sait à quel prix pour la population locale s'est faite cette installation artificielle, et ce qu'elle coûte depuis 70 ans au peuple palestinien, il faut vraiment avoir l'esprit tordu pour voir dans le fait de la combattre un acte raciste... antisémite !

Et puis, dans le grand concert orchestré pour dénoncer l'antisionisme, on oublie volontairement de parler des... Juifs antisionistes. Pourtant, ça existe, et pas qu'un peu, en France, en Europe, aux États Unis (voir ci-dessous le communiqué de l'Union des Juifs de France pour la Paix). Qui sont-ils, qui sont-elles pour nos ardents défenseurs d'Israël ? Des imbéciles qui n'ont rien compris (quel mépris !) ? Des traîtres ? Traîtres à quoi ? Et si c'étaient tout simplement des humains, des citoyens simplement antiracistes, révoltés par les injustice qui ne veulent pas voir leur appartenance à l'histoire juive salie par les exactions du sionisme ?

Il est grand temps de clamer haut et fort que combattre le racisme, combattre l'antisémitisme, c'est être antisioniste. npaherault.blogspot.com 21 février 2019

- Insultes envers Alain Finkielkraut: ma réponse aux calomnies - Le HuffPost: 21.02

Thomas Guénolé, coresponsable de l'école de la France insoumise, politologue et essayiste.

À présent, j'estime nécessaire de défendre mon honneur en remettant certaines pendules à l'heure. Ceci, d'autant plus vigoureusement qu'être accusé d'"ambiguïté", alors que mon engagement contre l'antisémitisme a toujours été indiscutablement radical, m'inflige une blessure très profonde.

Dans mon tweet ayant fait polémique, j'ai condamné les insultes envers Alain Finkielkraut. "L'insulter est condamnable": les mots ont un sens. Condamner, c'est condamner. Il est donc factuellement faux, comme divers porte-parole macronistes et éditorialistes l'ont fait, de me prêter la moindre ambiguïté.

Par ailleurs, si les calomnies de ces derniers jours me sont une blessure profonde, c'est parce que mon engagement contre l'antisémitisme a toujours été radical et inexorable.

En d'autres termes, puisque mon combat contre l'antisémitisme a toujours été radical et inexorable, m'accuser de la moindre ambiguïté est un mensonge ignoble. Le HuffPost 21.02

LVOG - Mise au point.

LFI ou le PG ne sont pas issues de la classe ouvrière, sans la résonnante médiatique ils n'auraient pas existé ou seraient demeurés au stade de micro-organisations dont personne n'entendrait parler. Du coup, ils se retrouvent liés à leurs créateurs et leur doivent des comptes, qui plus est quand ils continuent généreusement de leur offrir gratuitement des tribunes pour s'exprimer, privilèges qui ne sera jamais donné à des partis comme le POI ou le POID par exemple, qui sont bannis de l'espace médiatique.

Nous, nous n'avons aucun compte à rendre aux médias ou à monsieur Finkielkraut, donc en aucun cas nous nous adresserons à eux, nous nous adressons uniquement aux travailleurs et aux militants du mouvement ouvrier, à notre camp.

Le sort des médias et de monsieur Finkielkraut et ses semblables nous laisse totalement indifférent. Tout ce qui peut leur arriver est le produit de l'idéologie qu'ils partagent et que nous combattons, qu'ils en assument ou non les conséquences ne nous concernent pas.

Nous nous situons exclusivement sur le terrain de la lutte de classe, à ce titre notre combat contre toute forme de discrimination, de communautarisme à caractère identitaire est subordonné à celui que l'on mène pour en finir avec le capitalisme, et tous les masques idéologiques qu'il peut revêtir pour détourner les travailleurs et militants de ce combat politique indispensable.

Cela étant précisé, chacun admettra qu'il serait totalement inutile, désuet, ridicule d'adresser ce discours à monsieur Finkielkraut ou aux médias-oligarques. En cherchant à entraîner ces gens-là sur leur terrain, ils révèlent qu'en réalité c'est sur leur propre terrain qu'ils se situent ou qu'ils partagent bien la même idéologie, car sachant que monsieur Finkielkraut ou les médias-oligarques n'adopteront jamais celle de la classe ouvrière, c'est bien l'idéologie du capitalisme qu'ils ont en commun.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que Mélenchon et consorts, ne peuvent pas s'adresser à Macron, aux médias, en appeler aux représentants de différentes institutions, sans leur reconnaître des qualités ou des vertus, des valeurs ou des principes qu'en réalité ils ne possèdent pas ou pire, qu'ils s'emploient à piétiner quotidiennement, ce qui revient finalement à admettre qu'ils partagent la même idéologie et qu'ils recourent à une escroquerie quand ils affirment le contraire, ce que ni les un ni les autres ne peuvent dénoncer sous peine de se démasquer.

Privilégier ce qu'ils auraient en commun n'est pas anodin, car c'est minimiser ou faire passer au second plan ce qui est censé les opposer, et c'est seulement parce qu'ils partagent la même idéologie (du capitalisme), que cet exercice est rendu possible, c'est logique et rien de plus. Ce qu'ils font passer à la trappe, c'est la lutte de classes au profit de la collaboration de classes, car c'est ce qui caractérise cet exercice en dernière analyse. Et la collaboration de classes est la négation de la conscience de classe, d'où la nécessité de combattre toutes ses manifestations.

Moi, je suis un ouvrier, mon père était menuisier en bâtiment, donc je pense comme un ouvrier, certes, qui a un peu appris à réfléchir, mais cela ne change rien. Pour moi la question du sionisme est très simple. Le sionisme correspond à une entreprise coloniale et à l'instauration d'un Etat, l'Etat d'Israël ou l'Etat Juif, sur les cendres de l'Etat palestinien, une fois la population indigène chassée de ses terres et de ses habitations, de son pays. Et je me moque de savoir s'il existerait des sionismes de droite ou de gauche ou que les juifs ont été persécutés dans le passé, puisqu'à l'origine le sionisme est illégitime et le demeurera aussi longtemps que l'Etat d'Israël existera, donc il doit disparaître. Aucun argument ne peut justifier le sionisme. A moins qu'on puisse justifier le fait de s'emparer du bien d'autrui et de le réduire en esclavage, ce que seul peut faire le capitalisme, coïncidence qui n'en est pas une puisque le sionisme a un fondement colonial, impérialiste.

La population qui a été chassée de ses terres ou qui a été conduite à s'exiler était essentiellement composée de paysans et d'ouvriers, de travailleurs, voilà pour la nature de classe du sionisme, anti-ouvrière.

On nous rebat les oreilles avec une théorie dite du remplacement qui serait de droite ou d'extrême droite, mais force est de constater que les sionismes l'ont appliquée en Palestine, avec l'aide des monarchies du nord de l'Europe, l'Allemagne nazi et l'oligarchie anglo-saxonne, sans que cela gêne le moins du monde ceux qui dénoncent cette théorie, normal puisqu'ils partagent la même idéologie ou figurent dans le même camp des oppresseurs.

Quant à l'antisémitisme, il a donné lieu à tellement d'interprétations, qu'on ne sait plus très bien à laquelle chaque intervenant fait référence, parfois ils ne le savent même pas eux-mêmes, tellement leurs intentions inavouables sont tordues ou pourries, condamnables.

A partir du moment où l'on privilégie des critères qui permettent d'établir des distinctions entre les membres de la société autres que ceux rappelant leur appartenance à une classe sociale déterminée, on établit des discriminations entre eux ou on sombre dans le communautarisme à des fins politiques. Et on notera qu'à chaque fois que l'antisémitisme refait surface dans un pays, au même moment ses gouvernants font face à une grave crise économique ou politique qui menace leur régime ou sa stabilité, et ce sont eux qui l'instrumentalisent. Là non plus, il ne s'agit pas d'une coïncidence. Par sa nature et son contenu, cette instrumentalisation est évidemment anti-républicaine et antidémocratique.

On remarquera également, que chaque fois la minorité au pouvoir se sert d'une minorité victime d'actes commis par une minorité, actes au demeurant minoritaires par rapports à tous les actes violents commis dans un pays, pour accuser ou stigmatiser la majorité de la population qui en serait responsable, alors qu'elle n'est pas concernée, en revanche elle est directement concernée par les conséquences de la crise économique dont la minorité détenant le pouvoir est l'unique responsable.

Il s'agit donc d'une opération consistant à effectuer un transfert de responsabilité (de charge, d'accusation) de la situation entre les représentants du capitalisme, le chef d'Etat, son gouvernement, les institutions, les capitalistes, vers l'immense masse de la population composée d'exploités et d'opprimés, elle sert donc à soulager le régime de la pression politique qui pèse sur lui, voilà pour sa signification politique.

Le sionisme est au judaïsme, ce que le wahhabisme ou le salafisme est à l'islam, une idéologie politique destinée à maintenir ou assurer la suprématie de l'oligarchie financière anglo-saxonne issue des banquiers de Hanovre du XVIIIe siècle. La religion lui sert d'alibi, de couverture, de caution morale, alors que ses membres les plus imminents sont athées, même lorsqu'ils revendiquent une religion, catholique, protestante ou jadaïque.

- Contre le sionisme, pour la souveraineté des peuples. - lemediapresse.fr 23 février 2019

Ramzi Kebaïli, membre des Citoyens souverains et patron du blog Nation inclusive.

Il devient aujourd'hui de plus en plus difficile de se revendiquer antisioniste, et la situation va s'empirer avec la nouvelle définition de l'antisémitisme adoptée par l'Union européenne et bientôt par la France, qui inclut mensongèrement des formes d'antisionisme. Mais qu'est-ce que l'antisionisme, et pourquoi le combat pour la Palestine est-il si important à nos yeux ? Quelques éléments pour répondre aux critiques qui nous sont habituellement adressées, que je vous invite à venir discuter le vendredi 22 février lors de la soirée organisée par Montreuil Palestine : Cessons le soutien européen à Israël !

Ce qu'est l'antisionisme

Tout d'abord, soyons clairs sur le fait que l'antisionisme ne se limite pas à la seule critique des gouvernements israéliens. Nous remettons également en cause le principe même d'un « État juif » en Palestine que nous considérons comme définissant une ethnocratie. En ce sens, l'adoption de la définition IHRA de l'antisémitisme constituerait bel et bien une criminalisation de l'antisionisme, même si certains de ses promoteurs prétendent le contraire. Afin de mieux faire comprendre notre position, décrivons la situation sans faire référence au judaïsme : un groupe A a décidé de fonder un « État des A » sur une terre où vivaient déjà de nombreux non-A, qui se sont retrouvés colonisés ou expulsés de leur terre. Peu importe donc l'identité des uns et des autres, c'est cette injustice fondamentale qui nous révolte. Il y a en fait deux possibilités : soit le groupe A veut former un État des A sur une terre vide. Soit le groupe A veut s'installer sur une terre déjà occupée, et alors il doit s'intégrer aux populations sur place. Il est d'ailleurs important de rappeler que la résolution de l'ONU de 1947, qui prévoyait la création d'un État où les juifs auraient le droit de s'installer, était conditionnée au respect des droits des populations autochtones. Idem dans la Déclaration Balfour de 1917 : il s'agissait d'une condition sine qua non à toute émigration en Palestine. Cette condition ne fut jamais réalisée, ce qui rend donc caduque toute légitimité à Israël, sans même avoir à parler de tous les crimes commis depuis 1948 – qui s'expliquent finalement par la crainte qu'en cas de paix, les 800 000 Palestiniens expulsés lors de la Nakba rentrent dans leur foyer.

Avec leurs enfants, on compte aujourd'hui officiellement plus de 5 millions de réfugié-e-s, qui d'après les résolutions 242 et 3236 de l'ONU disposent d'un droit inaliénable à retourner chez eux. Le simple fait de leur refuser ce droit chez eux constitue un crime « d'apartheid » selon les normes de l'ONU, et donc un crime contre l'humanité. Comme le rappelle Scott Leckie du COHRE, « la majeure partie de ces terres reste sous le contrôle public de l'État d'Israël et n'a pas été transférée à des propriétaires privés. Des grandes surfaces de terres confisquées depuis 1948 restent vides et pratiquement toutes les familles palestiniennes conservent leurs titres de propriété d'origine ainsi que des registres prouvant leurs droits de propriétaire ». Or, quel est le seul argument donné contre le droit au retour ? D'après Thomas Guénolé, qui est représentatif d'une vision dominante à gauche, les Palestiniens devraient « abandonner le droit au retour » (à partir de 12:50 sur cette vidéo), au motif qu'Israël n'accepterait jamais de perdre son caractère « juif ». Mais c'est précisément là que réside le problème : en tant que projet visant à maintenir la domination d'un groupe sur une terre multi-culturelle, le sionisme n'est pas viable et est condamné à ne se maintenir que par la guerre et la barbarie. Il n'y a donc pas « d'autre Israël » possible et il ne pourra pas y avoir de paix tant qu'il n'y aura pas égalité des droits. Certes, certains antisionistes espèrent pouvoir transformer le régime israélien actuel en un État dans les frontières de 1967 qui cesserait de discriminer ses habitants. Sans se prononcer sur la viabilité de ce scénario, il est clair en tout cas que l'égalité implique d'accepter le droit au retour, et donc de renoncer à l'idéologie sioniste qui fonde le régime israélien.

En ce qu'il viole les droits fondamentaux d'un groupe humain, et notamment le droit à rentrer chez soi, le sionisme constitue un crime contre l'humanité toute entière. Mais on pourrait nous demander pourquoi se focaliser sur ce crime et pas sur d'autres ? C'est qu'en réalité, le sionisme doit être compris comme une idéologie européenne, dans la continuité du colonialisme européen qui a dévasté la planète. Et le régime israélien ne tiendrait jamais sans le soutien diplomatique, économique et militaire des puissances occidentales. Une situation d'autant plus déplorable dans le cas de la France que pendant longtemps, nos gouvernements avaient pris des positions fortes contre les exactions israéliennes et même instauré un embargo militaire. Nous avons donc une responsabilité pour faire cesser ce soutien français et européen au régime israélien.

Pour conclure, l'antisémitisme n'a pas sa place dans la lutte pour la Palestine. Malheureusement, la haine des juifs se retrouve de manière transversale dans la société, et on trouve même beaucoup d'antisémites qui sont très satisfaits qu'Israël existe car ils ne veulent pas de juifs sur le territoire français. Précisons d'ailleurs que pour un véritable antisioniste, cela n'a aucun sens de dire à une personne juive « rentre chez toi à Tel Aviv » ! Au contraire, le sens du message antisioniste est que chacun doit pouvoir vivre dignement sur la terre où il est né, et que toute personne souhaitant déménager doit respecter les droits des populations autochtones. lemediapresse.fr 23 février 2019

En famille. Et le dérapage. Les médias-oligarques seraient-ils autres choses que des instruments de propagande du régime ?

LVOG - Mais alors, si c'est qu'on veut vous faire, quelle en est la signification politique ? Quelle est la nature sociale des médias ? A qui appartiennent-ils ? Quelle idéologie ont-ils toujours véhiculée ? Une fois qu'on a

répondu à ces questions, celle de les sauver ou de vouloir les réformer ne se pose même plus puisqu'ils ont été conçus pour combattre notre cause, à moins bien sûr d'en défendre une autre.

Le fonctionnement de ces médias et leur ligne éditorial s'adapte à la situation et aux besoins exprimés par les représentants des capitalistes, de l'oligarchie élevée au rang de ploutocratie de nos jours, donc aux exigences plus pressantes, plus dictatoriales auxquelles tous les médias sont invités à se plier sans broncher sous peine d'avoir de grosses difficultés financières et disparaître, le ton étant donné directement par leur représentant au sommet de l'Etat, Macron.

Tout comme les institutions, les médias n'ont jamais été démocratiques, puisqu'ils ont toujours servi les intérêts de la minorité qui détient le pouvoir, donc se mobiliser pour ces médias c'est lutter en fait contre la démocratie. La déclaration suivante ayant été initiée par des staliniens ou néostaliniens, on peut se demander si elle n'aurait pas un rapport avec la faillite de L'Humanité du PCF.

Déclaration commune : Se mobiliser pour une réappropriation démocratique des médias - laquadrature.net 21 février 2019

Extrait.

Nous pensons que la défiance envers les grands médias doit être une opportunité. Opportunité, dans les rédactions, de remettre en cause les orientations délétères imposées par les directions éditoriales, et de replacer le reportage et l'enquête au cœur du travail journalistique. Opportunité, dans les médias indépendants, de faire la démonstration par l'exemple qu'un autre journalisme, plus exigeant et plus libre vis-à-vis des pouvoirs, est possible. (...)

C'est pourquoi nous affirmons qu'il est temps de se mobiliser pour une réappropriation démocratique des médias. Pour défendre le droit d'informer et le droit à être informé, tous deux gravement menacés. Et pour que l'information, trop longtemps confisquée par les pouvoirs, devienne enfin un bien commun et non une marchandise. laquadrature.net 21 février 2019

D'associations, d'organisations de journalistes et de syndicats : Acrimed, Attac, Fédération Nationale de l'Audiovisuel Participatif, Info'Com-CGT, La Quadrature du net, Les Amis du Monde diplomatique, Profession : Pigiste, Résistance à l'agression publicitaire, Ritimo, SNJ-CGT, Union syndicale Solidaires.

De médias : Cause commune, Contretemps-web, CQFD, Démosphère Ariège, Démosphère Toulouse, Frustration, Hors-Série, Jef Klak, L'Alterpresse68, Là-bas si j'y suis, La Clé des ondes, La Gazette de Gouzy, Le journal minimal, L'Insatiable, Le Média, Le Ravi, MAP 36, MédiaCitoyens PACA et Rhône-Alpes, Mediacoop, Radio Parleur, radio Cause commune, Ricochets, Rosalux, Silence, Transrural initiatives, TV Bruits, Télé Mouche, Télé Regain, TVnet Citoyenne.

D'organisations politiques : Alternative libertaire (AL), Ensemble, Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), Parti communiste français (PCF), Parti de gauche (PG).

Premiers signataires : Alain Accardo, sociologue; Gilles Balbastre, réalisateur; Patrick Champagne, sociologue; Sophie Chapelle, journaliste; Colloghan, dessinateur; Benoît Collombat, journaliste; Jean-Baptiste Comby, sociologue; Annie Ernaux, écrivaine; Nina Faure, réalisatrice; Benjamin Ferron, sociologue; Anne-Sophie Jacques, journaliste; Yannick Kergoat, réalisateur; Henri Maler, universitaire; Philippe Merlant, journaliste et conférencier gesticulant; Pierre Morel, photjournaliste; Gérard Noiriel, historien; Michel Pinçon, sociologue; Monique Pinçon-Charlot, sociologue; Denis Robert, journaliste; Karim Souanef, sociologue; Usul, vidéaste.

[En totalitarisme, on ne discute pas, on exécute. Un avant-goût des conclusions du "grand débat national".](#)

- Assurance chômage: Macron critique les partenaires sociaux - AFP 21 février 2019

Emmanuel Macron a critiqué jeudi l'échec des partenaires sociaux qui ne sont pas parvenus à tomber d'accord mercredi sur une réforme de l'assurance chômage, leur reprochant de se défaire de leurs responsabilités sur l'Etat.

Après trois mois et demi de négociation infructueuse, l'exécutif va finalement reprendre la main au risque d'acter la fin du paritarisme.

"On vient d'avoir un exemple de vraie négociation sociale", a commenté amèrement le chef de l'Etat devant les présidents de départements réunis à l'Elysée.

"On a dit aux partenaires sociaux: "Trouvez-nous une solution pour le chômage, vous êtes autour de la table, vous êtes responsables" alors même que les syndicats ne financent plus le chômage, c'est le contribuable".

"Comme c'est difficile, ils ont rendu hier au gouvernement la copie", a-t-il regretté.

"On est dans un drôle de système ! Chaque jour dans le pays, on dit "corps intermédiaires, démocratie territoriale, démocratie sociale, laissez-nous faire". Et quand on donne la main, on dit "mon bon monsieur, c'est dur, reprenez-la". Et le gouvernement va devoir la reprendre, car on ne peut pas avoir un déficit cumulé sur le chômage comme on a depuis tant d'années", a-t-il lancé.

"Non, Monsieur le président de la République, on ne vient pas d'avoir 'une vraie négociation sociale'", écrit Yves Veyrier (FO) dans un communiqué, rappelant que principe fondamental de l'Organisation internationale du travail (OIT) prévoit que la négociation collective "revêt un caractère libre et volontaire".

Or, "la lettre de cadrage que votre gouvernement a imposée, d'une part, et certaines de vos interventions publiques durant le déroulement de la négociation, d'autre part, ne nous ont 'pas donné la main' mais allaient à l'encontre de ce principe", insiste-t-il.

Les négociations entre partenaires sociaux ont buté sur le refus patronal d'un bonus-malus pour décourager les entreprises de recourir aux contrats courts. Le patronat a par ailleurs déploré le refus des syndicats de discuter des économies demandées par le gouvernement, au minimum un milliard d'euros par an.

La critique du président aux partenaires sociaux s'inscrivait dans une réponse plus globale aux présidents de départements. Après avoir écouté leurs revendications pendant quatre heures et demi, il leur a reproché globalement leurs "appels de compétences et refus de responsabilité". AFP 21 février 2019

LVOG - Macron : "*On vient d'avoir un exemple de vraie négociation sociale*", Veyrier (FO) : "*Non, Monsieur le président de la République, on ne vient pas d'avoir 'une vraie négociation sociale'*". Bon, il faudrait vous entendre : Avez-vous eu oui ou non une "*vraie négociation sociale*" ?

Les bureaucrates syndicaux vendus qui participent à ce marchandage de nos droits depuis des lustres (toujours en fait) étaient habitués jusque-là à ce que leur interlocuteur leur présente un plat consistant, qu'il allégeait pas la suite pour le rendre plus digeste, histoire de sauver les apparences et que cette sordide comédie puisse continuer, n'ayant pas perçu apparemment que depuis Sarkozy cet allègement avait plutôt tendance à se réduire drastiquement pour devenir chaque fois plus pesant, avec Hollande ils en arrivèrent à digérer entre autres le pavé incommestible de la loi Travail, mais il était de gauche, il leur offrit le mariage pour tous en compensation, avec Macron, il doivent se mettre à table et tout avaler d'une traite, qui plus est en le remerciant de leur avoir offert un repas uniquement à base de CAC40, ce qui facilite la digestion, comme quoi ils sont ingrats de se plaindre, franchement !

En Marche vers le totalitarisme. Quand la justice "va au-devant des souhaits du pouvoir. C'est très grave."

- Gilets jaunes: «La justice n'a pas besoin d'obéir aux ordres, elle va au-devant» - sputniknews.com 22.02

François Boulo, avocat et porte-parole des Gilets jaunes de Rouen:

«Les condamnations qui ont été prononcées, en plus d'être extrêmement nombreuses et d'avoir touché en majorité des gens qui n'avait pas de casier judiciaire, ont été incroyablement sévères par rapport à ce qu'il se fait traditionnellement. Tout cela est le fruit de la politique de l'exécutif qui, au-delà de la répression policière, a mis en place une vraie répression judiciaire. Tout est fait pour interpellé un maximum, déférer devant le juge le plus vite possible et condamner le plus lourdement possible.»

Le cas de Hedi M., 28 ans, condamné à 6 mois de prison ferme et 3 ans d'interdiction de manifester pour un statut Facebook appelant à bloquer un dépôt pétrolier. Ou celui d'un autre Gilet jaune, condamnés «à 28 mois tout aussi fermes, sans avoir été défendu par un avocat, au prétexte, selon la présidente du tribunal, que cela n'aurait rien changé.»

Un article publié le 3 décembre dernier par BFMTV rend compte de plusieurs jugements suite aux violences du 1er décembre à Paris: «Nombre de prévenus ont été arrêtés avant les faits. Maçon, tourneur-fraiseur, soudeur, mécanicien, chauffeur, étudiant, des inspecteurs qualité chez Safran: nombre d'entre eux sont aussi bien insérés professionnellement et socialement. Âgés de 20 à 50 ans, ces pères de jeunes enfants, pour bon nombre d'entre eux, et habitant en régions, ont été arrêtés souvent avec des masques de ski, des lunettes de piscine, des gants, du sérum physiologique... Beaucoup ont été interpellés dès leur arrivée à la manifestation et n'ont pas eu le temps de mettre leurs gilets jaunes.» Nous sommes loin du profil du casseur issu d'un mouvement radical.

«Il faut être clair, il y a des gens, dont la plupart sont connus depuis des années, qui viennent dans les manifestations pour casser, mais ils représentent une minorité et ne sont pas des Gilets jaunes. Ensuite, il y a certains Gilets jaunes, qui n'avaient jamais eu affaire à la justice et qui n'étaient pas venus pour casser, mais qui se sont retrouvés nassés et sous les tirs de grenades lacrymogènes. Évidemment, certains ont pu tenter de forcer leur sortie. Même du côté de la police, des agents n'avaient même pas conscience que tout était bloqué», affirme François Boulo.

La vitesse des comparutions immédiates tranche avec des enquêtes de l'Inspection générale de la police nationale, qui semblent prendre leur temps. Au 18 février, l'écrivain et documentariste David Dufresne recensait 243 signalements à l'IGPN pour 133 enquêtes. Début février, 59 avocats ont publié une tribune dénonçant le traitement judiciaire dont ont fait l'objet plusieurs Gilets jaunes. Ils alertent notamment sur le «danger que constituent ces procédures faites souvent dans l'urgence et visant principalement à gonfler, souvent de manière artificielle, des chiffres qui seront annoncés par le ministère de l'Intérieur». Dans le même temps, les conseils dénoncent la lenteur des procédures engagées contre les policiers soupçonnés de violence:

«L'identification de policiers mis en cause est longue et laborieuse, les poursuites rares, dans le cadre de procédures excluant les avocats (enquêtes préliminaires, enquêtes internes) de sorte qu'à ce jour, à la connaissance des avocats signataires, aucune poursuite pénale n'a abouti concernant des violences policières.»

Célérité et sévérité pour les Gilets jaunes, clémence pour les policiers? «C'est l'impression que cela donne. Factuellement, nous ne savons pas si des consignes du pouvoir ont été données à l'IGPN. Ce que l'on sait, c'est que l'exécutif a montré un soutien sans faille aux forces de l'ordre, quoi qu'il arrive. Au contraire de ses nombreuses dissuasions à venir manifester», analyse François Boulo. Régis de Castelnau cite le cas de Didier Andrieux, commandant divisionnaire, filmé molestant des manifestants à Toulon le 5 janvier.

«Le témoignage d'un de ses anciens collègues a indiqué que cet individu était caractériel et pourtant le procureur n'a pas décidé bon d'enquêter», souligne l'avocat. Le procureur de la République de Toulon a jugé qu'il avait agi «proportionnellement à la menace». Le policier, décoré de la Légion d'honneur, fait cependant l'objet d'une enquête de l'IGPN qui a été saisie par le préfet du Var.

Au-delà de la réponse pénale, c'est l'indépendance de la justice qui pose question. À plusieurs reprises, des membres du gouvernement ont appelé à la plus grande sévérité. La Garde des Sceaux Nicole Belloubet s'est déplacée en personne le 2 décembre au tribunal de Paris, dans les locaux de la permanence du parquet. Face caméra, elle appelait à «une réponse pénale extrêmement ferme» face aux débordements de la veille.

Alors, pas indépendante la justice en France?

«Les parquets et les procureurs ne sont pas indépendants comme l'a clairement dit la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) en 2010. Ils prennent des instructions du ministère. Ce sont eux qui mettent en application la politique de répression et décident de déferer les individus interpellés. Ensuite se pose la question des juges qui vont prononcer les peines et qui sont eux statutairement indépendants. Pourquoi autant de sévérité? À mon avis, l'explication est sociologique. Vous avez affaire à des gens qui, pour la plupart, ont un réflexe de classe et sont loin d'être des sympathisants du mouvement des Gilets jaunes. Ils leur font même très peur», analyse François Boulo.

Michel Taube a une vision différente des événements. Il met en avant la spécificité française: «Nous sommes dans un pays à tradition jacobine, où l'État est souvent très puissant, où la notion d'ordre public, qui est très importante, fait que souvent l'État prend le dessus sur les intérêts individuels. C'est aussi dans ce contexte que nous avons eu autant d'interpellations. Lorsque l'ordre public est menacé, les décisions de justice sont souvent fermes. Nous n'allons pas convoquer Montesquieu et "De l'esprit des lois". Je suis extrêmement attaché à la séparation des pouvoirs, mais la réalité est que la justice est une autorité indépendante, mais pas un pouvoir indépendant.»

«Dans tout État, même démocratique, le politique, via notamment le ministre de la Justice, a une certaine emprise sur la politique judiciaire menée par les tribunaux. Les juges sont autonomes et agissent en conscience indépendamment de toute pression du pouvoir politique. Il n'en demeure pas moins que le pouvoir judiciaire n'existe pas totalement. Cela ne me dérange pas, en tant de crise, que l'exécutif exprime des volontés ou des souhaits par rapport à ce que devraient faire les tribunaux. Encore une fois, au final, ce sont eux qui décident en leur âme et conscience.»

Régis de Castelnuovo est, lui, sur la même longueur d'onde que François Boulo:

«Sur le plan technique, on peut penser que les juges sont indépendants, mais il y a une telle cohérence intellectuelle, politique, sociologique avec les gens qui sont au pouvoir que la justice n'a plus besoin d'obéir aux ordres, elle va au-devant des souhaits du pouvoir. C'est très grave.» sputniknews.com 22.02

En complément. Les commissaires de police toucheraient des primes à la garde à vue

""La garde à vue est devenue un indicateur de performance du travail policier. C'est un peu comme si on disait qu'un juge va être payé au nombre de personnes incarcérées", a dénoncé le dirigeant syndical. "Je ne dis pas que le policier lui-même est payé comme ça mais les commissaires touchent des primes en fonction du nombre de gardes à vue réalisées dans leur commissariat" et "les crédits du commissariat dépendent de ce nombre-là", a-t-il affirmé."

Source : Le Monde

Acte XV

- L'acte XV des gilets jaunes éclipsé à la télé, pas dans la rue - Le HuffPost

Ils ont déjà prévu un acte XVIII quand viendra l'heure de la restitution du grand débat. Alors après un mois de baisse de la mobilisation, les gilets jaunes allaient-ils vraiment s'investir dans l'acte XV? Le HuffPost

Réponse.

- Les "gilets jaunes" toujours mobilisés pour leur acte 15 - AFP 24 février 2019

"On n'est pas fatigué": les "gilets jaunes" ont réinvesti les rues samedi pour leur acte 15, enrayant la baisse de mobilisation des dernières semaines, avec des manifestations entachées de heurts en fin de cortèges dans plusieurs villes et un pique-nique à Chambord.

Les manifestants étaient 46.600 dans toute la France, contre 41.000 samedi dernier, selon un décompte du ministère de l'Intérieur, contesté par les "gilets jaunes". Ils étaient 5.800 à Paris, soit 800 de plus qu'il y a une semaine, selon la même source.

"A tous ceux qui pensent que la mobilisation s'essouffle je dis "regardez, ouvrez les yeux", a dit à l'AFP Céline, une Toulousaine de 46 ans. C'est une immense colère et il n'y a pas de retour en arrière possible. Si on rentre chez nous, on meurt, la France meurt".

Ils ont généralement défilé dans le calme, mais des heurts ont souvent éclaté en fin de journée lors de la dispersion des cortèges, comme à Toulouse, où les CRS ont été la cible de "cocktails molotov" selon la préfecture.

"La violence, toujours. Les exactions commises en marge des rassemblements de Clermont-Ferrand, Rouen, Montpellier... sont intolérables", a dénoncé sur Twitter le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner en début de soirée.

A Clermont-Ferrand, barricadée pour l'occasion dans la crainte de la présence de casseurs, des heurts ont éclaté dès l'après-midi. Trente-trois personnes ont été interpellées, dont 16 placés en garde à vue, neuf manifestants et un policier ont été blessés, selon un dernier bilan de la préfecture. A Bordeaux, manifestants et forces de l'ordre se sont affrontés pendant une petite demi-heure en fin de manifestation. Ces heurts ont fait quelques blessés, souvent soignés sur place par les pompiers.

En fin de journée, des sources policières et/ou les préfectures ont fait état d'interpellations dans de nombreuses villes: 28 à Paris, une quinzaine à Rennes dans le cadre de "contrôles et fouilles préventives", 12 à Lyon, selon la préfecture.

A Epinal, où environ 1.600 personnes ont manifesté, le défilé a été émaillé de heurts: les grilles de la préfecture ont été arrachées et des vitres cassées.

En pleines vacances scolaires et après des insultes contre l'intellectuel Alain Finkielkraut, traité de "sale sioniste" lors de l'acte 14, partout, les manifestants ont réaffirmé leur détermination et le caractère protéiforme de leur lutte contre la politique d'Emmanuel Macron, hors du champ politique traditionnel et sans chef.

"C'est aux citoyens de choisir dans quel monde ils veulent vivre. On ne peut plus attendre des solutions des politiques, ils nous ont assez montré leur malhonnêteté", a déclaré Caroline, monitrice d'équitation de 37 ans, dans le cortège de Strasbourg.

A Bordeaux, la marche s'est ébranlée derrière une grande banderole "Nous n'avons pas d'armes, vous n'avez pas d'âme". "Politcards tous des tocards, smicards au pouvoir, smic à 1850 euros net", pouvait-on lire sur une pancarte à Lille.

Dans la capitale, la "marche dans les beaux quartiers" a débuté à midi sur les Champs-Élysées, point névralgique de la mobilisation parisienne chaque week-end, pour gagner le Trocadéro. Quelques bombes lacrymogènes ont été tirées sur l'esplanade en fin de journée pour disperser le cortège.

"L'essoufflement, je crois qu'on s'en fiche. Le noyau dur il est là, on sait qu'on est là et on est là pour longtemps. Le gouvernement ne sera jamais serein: même si les manif du samedi finissent par s'arrêter, on redescendra dans la rue au moindre truc", a déclaré à l'AFP Karima, sans emploi de 48 ans, en quittant la place du Trocadéro.

Et pour elle, "ça risque de repartir après le "grand débat", parce que les gens seront déçus".

Emmanuel Macron a lancé mi-janvier un grand débat national pour tenter de sortir de cette crise inédite: doléances et propositions - parmi lesquelles le "référendum d'initiative citoyenne" reste le plus populaire - seront recueillies jusqu'au 15 mars avant des décisions du pouvoir.

Populaires aussi, les pancartes "Macron rend le pognon" ou "Macron, démission". Le chef de l'Etat est depuis le début du mouvement la cible privilégiée des slogans et des chants des manifestants.

Priscillia Ludosky, une des figures du mouvement, avait choisi Chambord pour manifester et le pique-nique géant organisé devant le Château: un pied de nez à Emmanuel Macron qui y avait fêté ses 40 ans fin décembre 2017.

Les manifestants étaient encore très mobilisés en province, ont constaté des journalistes de l'AFP: ils étaient des milliers à Bordeaux (3.500 selon la police), à Toulouse (3.000 selon la police), entre 2.500 et 5.000 à Clermont-Ferrand selon les sources, 2.000 à Rennes, 1.500 à Montpellier, plus d'un millier à Marseille et à Caen (selon la préfecture), 900 à Nantes, 350 à Saint-Etienne.

- Selon le ministère de l'intérieur, les manifestations à Paris se déroulent dans le calme. Quelques heurts ont eu lieu à Clermont-Ferrand. - lemonde.fr 23.02

La mobilisation des « gilets jaunes » ne faiblit pas. Et elle est même en légère augmentation, samedi 23 février, pour l'acte XV. Près de 47 000 manifestants ont en effet défilé samedi dans toute la France, dont 5 800 à Paris, selon les chiffres du ministère de l'intérieur.

Il y a une semaine, l'acte XIV avait mobilisé 41 000 personnes en France, dont 5 000 à Paris, selon le ministère de l'intérieur, contre 282 000 lors de la première journée d'action du samedi 17 novembre, date du lancement de ce mouvement de contestation sociale inédit.

A Paris, cinq manifestations ont été déclarées, dont trois sous la forme de rassemblements, a indiqué par communiqué la préfecture de police. Les deux défilés, baptisés sur Facebook « Tsunami jaune » et « Tous aux Champs-Élysées, on ne lâche rien », ont rassemblé 5 800 personnes selon le ministère de l'intérieur, contre 5 000 la semaine dernière.

La « marche dans les beaux quartiers » a débuté à midi sur les Champs-Élysées, point névralgique de la mobilisation parisienne chaque week-end. Quelques bombes lacrymogènes ont été tirées à l'arrivée sur l'esplanade du Trocadéro pour disperser la cortège, en fin d'après-midi.

A Clermont-Ferrand, la ville entière s'était barricadée : commerces, parcs et bâtiments publics sont fermés, tandis que les concerts et les spectacles ont été annulés. Entre 2 500, selon la préfecture, et « de 5 000 à 6 000 » personnes selon les organisateurs ont défilé dans la ville auvergnate. Dans un concert de huées, de sifflets et de pétards, aux cris de « Castaner aux fers, Macron en prison », « Fin du monde, fin du mois, même combat », la majorité des « gilets jaunes » ont convergé vers 15 h 30 place de Jaude où des poubelles ont été incendiées. Un dispositif policier exceptionnel a été mis en place, selon les autorités locales.

Des affrontements ont eu lieu dans une artère commerçante de la ville entre une trentaine de « gilets jaunes » et les CRS qui ont tiré au lanceur de balle de défense. Une personne a été blessée au pied, selon la préfecture, qui ignorait à ce stade la gravité de la blessure. Au début de l'après-midi, quinze personnes ont été interpellées dont huit placées en garde à vue.

A Bordeaux, la mobilisation, samedi après samedi, reste intacte. Plusieurs milliers de « gilets jaunes », selon la police ont défilé dans le calme. Et alors que le cortège girondin se termine régulièrement par des heurts avec les forces de l'ordre, des organisateurs ont clairement montré samedi leur volonté d'une démonstration pacifique en bloquant eux-mêmes l'accès à la place Pey-Berland, théâtre habituel de violences.

Plusieurs « gilets jaunes » ont ainsi fermé quelques instants une rue conduisant à la place de la mairie à l'aide d'une large banderole grise où s'inscrivait, en lettres jaunes, « Pas de Pey-Berland aujourd'hui », détournant ainsi le cortège. Un jeune qui s'en prenait à un abribus a été expulsé du cortège par plusieurs manifestant.

Du côté de Toulouse, plusieurs milliers de personnes, selon un journaliste de l'AFP, ont manifesté samedi. La préfecture n'a pas donné de bilan chiffré de la participation, estimant dans un communiqué que le nombre de manifestants avait connu « une baisse sensible par rapport aux semaines précédentes ».

La semaine dernière, 4 000 personnes selon la police avaient manifesté dans la Ville rose, une des places fortes de la mobilisation en France. Une semaine auparavant, elles étaient 6 000 selon la police. Samedi

après-midi, après près de trois heures de défilé dans les rues de Toulouse, dans le calme et sous le soleil, les manifestants se sont rassemblés devant l'Hôtel de ville, sur la place du Capitole.

Une large banderole avait été suspendue entre deux lampadaires de l'éclairage public, sur laquelle était écrit en lettres blanches sur fond noir: « Toutes et tous mobilisons-nous contre les politiques anti-sociales de Macron ». Quelques instants plus tard, les forces de l'ordre tiraient les premières salves de grenades lacrymogènes, les manifestants s'éparpillant alors dans les rues adjacentes. La préfecture a annoncé que quatre personnes ont été interpellées.

A Rennes, près de 2 000 personnes, selon la police se sont rassemblées. Les manifestants, venus de toute la Bretagne, mais aussi des Pays de la Loire et de la Touraine répondaient à un appel à un rassemblement interrégional.

« Macron démission ! Castaner en prison ! »: drapeaux bretons, tricolores ou jaune fluo appelant à un « RIC » (référendum d'initiative citoyenne), le cortège s'est ébranlé sous le soleil depuis la place de la République à 14 heures, au son d'un « chant des partisans » à la cornemuse. La préfecture a fait état d'une « quinzaine d'interpellations, dans le cadre de contrôles et de fouilles préventives avant la manifestation ». Des armes, des couteaux, des billes de plomb ont été saisis et les personnes interpellées placées en garde à vue, a-t-elle précisé.

Sur son compte Twitter, le ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, a déploré les heurts qui ont eu lieu dans plusieurs villes.

Pique-nique géant à Chambord

Plusieurs leaders du mouvement, dont Priscillia Ludosky, sont à Chambord, dans le Loir-et-Cher. Ils participent dans une ambiance bon enfant au pique-nique organisé avec plus d'un millier de personnes devant le château, une manière de se moquer d'Emmanuel Macron qui y avait fêté ses 40 ans en 2017.

Principalement venus de Sologne et de Touraine, les manifestants ont mis en place, pour éviter tout débordement, un vaste réseau de « gilets blancs », chargés de surveiller le bon déroulement de l'événement organisé en coordination avec la mairie et les gestionnaires du château, mais aussi avec la gendarmerie qui a dénombré environ 1 200 personnes.

Blocage de la plate-forme Amazon de Toulouse

Une centaine de personnes, dont des « gilets jaunes » et des membres d'Attac, ont bloqué samedi matin la plate-forme Amazon de Toulouse, qui a été fermée, empêchant toute livraison. Parmi les tracts distribués, celui qui disait :

« Emmanuel Macron veut faire payer la transition écologique par les plus pauvres. Pourquoi ne pas faire payer les gros pollueurs qui doivent déjà de l'argent à la société ? »

Les manifestants dénonçaient aussi « l'exploitation » par Amazon « des salariés », « la pollution de l'environnement » et fustigeaient le montant « dérisoire » des impôts payés par le géant américain de la distribution en ligne en Europe et en France, une « fraude fiscale » selon eux.

« Gilets jaunes » : le leader grenoblois Julien Terrier en garde à vue

Le leader grenoblois des « gilets jaunes », Julien Terrier, et un autre membre actif du mouvement ont été placés en garde à vue, samedi matin 23 février, a-t-on appris auprès du parquet de Grenoble. Les deux hommes sont « dans les locaux de la gendarmerie dans le cadre d'une enquête de flagrance », a précisé le procureur de la République. L'enquête a été ouverte pour « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences ou dégradations » et « organisation d'une manifestation sur la voie publique sans déclaration préalable ».

Julien Terrier et Jérôme Bouzendorffer avaient appelé cette semaine à une opération péage gratuit à Voreppe (Isère), sur l'autoroute A48, à l'occasion de l'acte XV du mouvement national des « gilets jaunes »,

alors que ce week-end de chassé-croisé des 23 et 24 février s'annonce très chargé sur les routes. Le 8 décembre, Julien Terrier avait déjà été placé en garde à vue à Grenoble. Il lui était reproché d'avoir organisé une manifestation illégale. lemonde.fr 23.02

Préméditation. "C'était très étrange, l'hélicoptère (des forces de l'ordre) tournoyait toute la journée au dessus de chez nous".

- L'acte XV s'est déroulé sans incident à Paris, où l'affluence était supérieure à la semaine dernière. liberation.fr 23.02

Aucun black block ne s'est constitué au sein du cortège pendant les cinq heures de manifestation. «Il n'y a pas d'hélicoptère aujourd'hui», remarque un jeune face au ciel bleu parfaitement dégagé. liberation.fr 23.02

LVOG - A Paris pas besoin d'hélicoptère puisque le ministre de l'Intérieur avait signifié leur congé aux black blocks et autres antifas. A Clermont en revanche il y en avait un dans le ciel, ce qui signifiait que c'était là que devait se produire ce samedi la grande provocation ou manipulation nationale !

- "Gilets jaunes": les Clermontois stupéfaits après les violences inédites de la veille - AFP 24 février 2019

"C'est désolant, on ne comprend pas. Ce n'est pas les Clermontois qui ont pu faire ça. On a regardé les images hier à la télé, ce n'était pas la même place de Jaude, le même Clermont si vivant et calme d'habitude", regrette Thomas Fageole, qui se baladait dimanche en famille sur la place emblématique de la ville, qui avait retrouvé sa quiétude.

Samedi, "du coup on n'est pas sorti. On a expliqué aux enfants que c'était un jour férié. C'était très étrange, l'hélicoptère (des forces de l'ordre) tournoyait toute la journée au dessus de chez nous", ajoute son épouse, Ambre, tandis que Louis, leur fils, demande interloqué "pourquoi les magasins sont recouverts de morceaux de bois".

"Du temps de Pompidou, Mitterrand, Chirac... on manifestait mais jamais cela s'est terminé de la sorte. Pourtant, on en a vu des manifestations de la CGT. Ils s'en sont même pris aux pompiers (qui venaient éteindre un feu de poubelles), vous vous rendez compte?"

"Même en mai 68 à Clermont, on a jamais vu ça" renchérit Noëlle 72 ans, croisée devant la devanture endommagée d'une enseigne de chaussures.

Samedi après-midi, la manifestation régionale, qui avait réuni entre 2.500 selon la préfecture et 5.000 personnes selon les "gilets jaunes", avait pourtant débuté dans le calme avant les premiers tirs de grenades de gaz lacrymogène n'éclatent aux abords du palais de justice.

Le cortège s'était ensuite rapidement disloqué et ne restait sur place en fin de journée qu'entre "50 et 100 individus" qui ont dégradé une douzaine de commerces et jeté des projectiles sur les forces, selon le parquet.

Parmi eux, des groupuscules venus de l'étranger, "d'Allemagne et d'Italie", précise à l'AFP le procureur de la République, Eric Maillaud.

Au total, 37 personnes ont été interpellées, donnant lieu à 22 gardes à vue. Dimanche soir, 18 d'entre eux étaient encore dans les locaux de la police.

"Les policiers ont le sentiment d'avoir eu à faire à de vrais professionnels. Les mesures mises en places dès lundi ont permis d'éviter de plus lourds dégâts", a estimé samedi soir la préfète du Puy-de-Dôme Anne-Gaëlle Baudouin-Clerc, qui évoque par ailleurs "une violence sans retenue et organisée". AFP 24 février 2019

- Témoignage sur la manif à Clermont- Ferrand du 23 février - aplutsoc.org 24.02

Lorsque nous sommes arrivés Place du 1er Mai à Clermont, un peu avant 13h, nous avons trouvé des GJ pacifiques et une ambiance bon enfant. Quelques centaines de personnes étaient alors rassemblées.

Nous sommes partis en manifestation « dans le calme » à a peu près 1500 pour finir 2500. A ce moment là, nous n'avions croisé ni gendarmes ni policiers (sauf un contrôle a Riom, et notre voiture n'a pas été contrôlée). La manif s'est dirigée sans encombre (et sans forces de l'ordre) vers le centre-ville.

Arrivés près du Palais de justice, je me disais d'ailleurs, alors qu'un artiste chantait et jouait de la guitare, que la campagne de fake news et la propagande de la peur qui avaient conduit à vider Clermont et à barricader la ville (comme une ville américaine menacée d'un ouragan) était une manœuvre grossière.

Quelques minutes plus tard, les premiers gaz lacrymogènes étaient lancés sans aucune raison, ce qui a contribué à éparpiller le cortège, les « forces de l'ordre » étaient cachées et leur apparition était clairement provocante.

Lorsque nous sommes arrivés place de Jaude et que la majeure partie des manifestants s'est retrouvée, les casqués étaient prêts à intervenir, avec derrière eux les camions. La foule était pourtant totalement calme.

La manifestation était de fait terminée, la guérilla pouvait être organisée par les casqués.

Les gilets jaunes restaient, se prenaient de la lacrymo, reculaient, et revenaient, non pas pour être violents, mais, déterminés, pour garder la tête haute.

D'ailleurs, au moment où il y a eu un début de feu à l'écart de la manifestation, les forces de l'ordre étaient trop occupées à viser les manifestants.

Et l'on gueulait « Macron Démission », ça chantait, ça causait.

A partir du Palais de justice donc, l'air sentait partout la lacrymo. Grenades de désencerclement par dizaines, sans raison ni sommation... C'est cette provocation qui a entraîné les tensions, et quand nous sommes partis, les tensions se renforçaient à mesure que la police/gendarmerie attaquait, mais les manifestants étaient calmes.

Une camarade vichyssoise, pacifique et pacifiste, se retrouve à l'hôpital pour une grenade sur le pied.

Toutes celles et tous ceux qui étaient là, et notamment pas habitués aux manifestations difficiles, ont vu la charge brutale qui a été faite. Militant.e.s, gilets jaunes, jeunes et vieux, nous savons le comportement de l'État. Nous savons que nous n'étions pas une menace à l'ordre public, nous savons qu'eux ont organisé le désordre.

Lorsque nous sommes repartis, nous avons trouvé un bistrot ouvert, plein de gilets jaunes, le bar passait la chanson des GJ. Et il y avait là des sourires, le bonheur d'être ensemble comme durant toute la manif. D'ailleurs, quelques petits commerces étaient restés ouverts sur le parcours, et les GJ s'y arrêtaient, il n'y avait pas de menace ni de danger pour les biens.

Le contraste entre la manière dont la ville a été barricadée, dont le dispositif policier a fait preuve de violence, et le comportement des manifestants était immense.

Alors nous sommes en colère, face à la violence de l'État. Mais notre colère face à leur provocation et leur violence ne nous feront pas perdre notre sourire et le bonheur d'être ensemble. aplusoc.org 24.02

LVOG - Maintenant vous le savez, quand au tout début d'une manifestation il y a un hélicoptère de la police dans le ciel, c'est qu'ils vont se livrer à des provocations...

ACTUALITE EN TITRES

En famille. La main tendue de Drahi.

- A gauche, tous pour rien plutôt qu'un pour tous - Liberation.fr 21 février 2019

Malgré la main tendue de Place publique et moult discussions, chacun reste dans son couloir.

Sur le papier, la gauche est belle, forte et lucide. Dans la vraie vie, le scénario est triste comme un jour de pluie en plein été.

Pourtant, en novembre, on a scruté de près l'arrivée d'un super-héros dans le grand bain politique : Place publique. Un mouvement composé de figures reconnues à gauche - Raphaël Glucksmann, Claire Nouvian ou Thomas Porcher -, qui se retroussent les manches afin de mettre un terme aux querelles entre les différentes familles.

Aujourd'hui, au regard de la photo de famille, c'est la défaite de la gauche qui s'annonce historique. Liberation.fr 21 février 2019

LVOG - Ils désespèrent, ils l'aiment tant cette gauche qui a porté l'EuroMaïdan !

Non, pas celles de l'EuroMaïdan, voyons !

- Gilets jaunes : Valls aurait interdit les manifestations - L'Express.fr 21 février 2019

L'ex-Premier ministre a jugé qu'il aurait fallu "frapper fort dès le début" au vu des actes antisémites commis en marge. L'Express.fr 21 février 2019

Toujours plus à droite ou l'extrême droite centriste assumée.

- «Le chantier du macronisme, c'est d'élargir son assise sur la droite» - Liberation.fr 21 février 2019

Comment ? La réponse.

- Christophe Castaner explique l'usage des LBD à des enfants dans l'émission "Au tableau !" - Franceinfo 22.02

"C'est une arme dangereuse", explique dans cette séquence le ministre de l'Intérieur, qui évoque les blessures aux visages de certains manifestants, mais justifie son emploi. Franceinfo 22.02

Ils osent tout.

Nous aussi !

- «Les Algériens savent qu'on vote à leur place» - Liberation.fr

Il y a des écervelés partout.

- «On était heureux, on allait participer à la libération du Venezuela» - Liberation.fr

Parole de pervers.

- Sommet sur la pédophilie : le pape et l'Eglise ont "raté le rendez-vous avec leur conscience" - Franceinfo

ACTUALITÉ DU JOUR

Tafta : l'Europe va-t-elle reprendre les négociations avec Trump ?

"Bloqué il y a trois ans suite à de fortes mobilisations citoyennes en Europe et à l'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis, le Tafta, ce projet d'accord de libéralisation du commerce transatlantique entre l'Union européenne (UE) et les États-Unis, va-t-il revenir sur la table ? Les ministres du Commerce des pays membres de l'UE sont sur le point de valider un mandat qui autoriserait la Commission européenne à négocier un accord transatlantique visant à réduire les droits de douane sur les biens industriels, notamment automobiles, et à « harmoniser » des normes et réglementations. La commission du commerce international (INTA) du Parlement européen a quant à elle voté une résolution en ce sens le 19 février. Aucun État membre ne semble opposé à l'idée de rouvrir des négociations commerciales avec Washington." Source : BASTAMAG

Mais pourquoi veulent-ils privatiser ADP, la FDJ et Engie ?

"Le gouvernement se dit résolu à procéder à la privatisation de trois entreprises importantes. Il est pourtant difficile de trouver des arguments qui la justifient. Après le vote positif de l'Assemblée nationale et le refus du Sénat de voter la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP), de la Française des Jeux (FDJ) et d'Engie, la commission mixte paritaire du 20 février rassemblant députés et sénateurs a de grandes chances de ne pas déboucher sur un accord. Le dernier mot reviendra alors à l'Assemblée. Au moment où le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, affirme que rien ne remettra en cause ces privatisations, on peine à trouver des arguments justifiant leur nécessité." Source : ALTERNATIVES ECONOMIQUES

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Venezuela: Les États-Unis annoncent "passer aux actes" contre Nicolas Maduro - Le HuffPost24 février 2019

Les États-Unis ont affirmé ce samedi 23 février qu'ils allaient "passer aux actes" pour soutenir la démocratie au Venezuela tout en qualifiant de "brutes" les forces de sécurité du président Nicolas Maduro, qui ont ouvert le feu sur des manifestants.

"Les États-Unis vont passer aux actes contre ceux qui s'opposent à la restauration pacifique de la démocratie au Venezuela. Maintenant, le temps est venu d'agir pour soutenir les besoins du peuple vénézuélien désespéré", a écrit le secrétaire d'État américain Mike Pompeo sur Twitter. "Nous sommes solidaires avec ceux qui poursuivent leur lutte pour la liberté." Le HuffPost24 février 2019

- Venezuela: le Groupe de Lima écarte l'usage de la force contre Maduro - AFP 26 février 2019

Le Groupe de Lima, qui se réunissait pour la première fois en présence de Juan Guaido, ainsi que du vice-président américain Mike Pence, a en outre demandé à la Cour pénale internationale (CPI) d'examiner "la grave situation humanitaire" dans l'ancienne puissance pétrolière en crise.

Ses membres ont estimé que "la violence criminelle de Maduro contre la population civile" et son refus de laisser entrer l'aide, envoyée essentiellement des États-Unis, "constituent un crime contre l'Humanité", ajoute le texte.

La veille, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo avait qualifié le dirigeant chaviste de "pire du pire des tyrans" et s'était dit "certain que, grâce aux Vénézuéliens, les jours de Maduro sont comptés".

Mais l'Union européenne (UE) a réitéré lundi son appel à "éviter une intervention militaire".

Venezuela: l'Europe refuse l'option militaire des États-Unis - LeFigaro.fr 26 février 2019

- Venezuela : Nicolas Maduro rompt les relations diplomatiques avec la Colombie - Franceinfo 25.02

Propagande et désinformation.

- «L'aide humanitaire au Venezuela, une question de vie ou de mort» -Le Parisien

- Le "Venezuela Aid Live", dans la lignée des grands concerts caritatifs - Le HuffPost

- Aide humanitaire au Venezuela : comment les ONG se sont mobilisées - Le Parisien 23 février 2019